

PARTIE 2

LES ÉDITEURS



CHAPITRE 5

LES ÉDITEURS DE LIVRES AU QUÉBEC

Benoit Allaire

Introduction

Ceux qui nous ont précédés dans l'analyse du secteur de l'édition de livres au Québec ont traditionnellement utilisé trois principales sources de données : celles du dépôt légal de la Bibliothèque nationale du Québec (BNQ), celles du ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCCQ) pour ce qui est des éditeurs agréés et, enfin, celles de *l'Enquête auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres* de Statistique Canada.

Ces trois sources de données répondent à des objectifs différents. Les données de la BNQ permettent de dresser le portrait de la production de livres au Québec : nombre de titres, tirages et prix de détail suggéré par catégorie de livres et d'éditeurs. Les données du MCCQ sont tirées des rapports d'agrément que les éditeurs agréés doivent

fournir annuellement. On y trouve des données sur la propriété de la maison d'édition, le nombre de titres publiés et le tirage selon le genre, les ventes sur les marchés étrangers et québécois et sur les subventions reçues selon le niveau de gouvernement. Enfin, l'enquête de Statistique Canada fournit des données tant sur la production des éditeurs et des diffuseurs que sur leurs revenus et leurs dépenses.

L'analyse que comporte ce chapitre a pour objectif de présenter un portrait des éditeurs du Québec. C'est dans ce but que nous avons choisi de centrer notre analyse sur les données de l'enquête de Statistique Canada, tout en étant conscients des limites de cette enquête en ce qui a trait à sa couverture. Ces limites ne sont toutefois pas insurmontables, puisque les répondants ne faisant pas partie de l'enquête de Statistique Canada sont en très grande partie des éditeurs

agréés. Nous avons donc pu compléter les données de Statistique Canada avec celles du MCCQ en ce qui concerne les années 1998-1999 et 2000-2001¹. Par ailleurs, les données de la BNQ ont été utilisées pour une autre analyse que les lecteurs trouveront au chapitre 6 du présent ouvrage.

L'analyse se divise en trois parties. Une première partie dégage les grandes lignes de la production des éditeurs du Québec, la deuxième vise à caractériser leur situation financière, tandis que la dernière partie aborde brièvement l'état des exportations de livres par les éditeurs québécois.

La production des maisons d'édition

Dans l'enquête de Statistique Canada, le terme « ouvrages » désigne principalement les livres, mais aussi les publications sur

1. Note méthodologique : Les données des éditeurs agréés absents de l'enquête de Statistique Canada sont estimées selon un rapport basé sur la somme des ventes de livres déclarées par les éditeurs dans les rapports d'agrément du ministère de la Culture et des Communications du Québec, qui tient compte également du marché dans lequel ces éditeurs sont actifs. Ces données ont ensuite été validées à l'aide des données de *l'Enquête sur la vente mensuelle de livres neufs de l'OCCQ*.

d'autres supports, tels les cédéroms ou les livres sur cassettes audio. Toutefois, le poids de ces autres types d'ouvrages demeure marginal, puisque la vente de livres représentait 99 % des ventes d'ouvrages par les éditeurs en 2000-2001. Donc, dans ce chapitre, et à moins d'indication contraire, les termes « livres » et « ouvrages » sont synonymes.

Les données que nous analysons ici sont tirées de l'enquête de Statistique Canada auprès des éditeurs et ne sont pas comparables à celles de la Bibliothèque nationale du Québec sur l'édition². Leur intérêt réside dans les liens qu'il est possible d'établir entre ces données de production et les données financières recueillies lors de la même enquête. Par exemple, on verra qu'au cours de la période de 1993-1994 à 2000-2001, le taux de croissance annuel moyen du nombre de titres édités ou réédités a été de 6,4 %, tandis que celui des revenus provenant de la vente de livres a été notablement plus faible, soit 0,1 %. Ces faits tendent à indiquer que, dans le secteur de l'édition de livres, la diversification de l'offre n'entraîne pas la hausse des revenus.

La production des éditeurs est répartie selon l'agrément ou non de l'éditeur et selon quatre catégories de livres : les manuels scolaires, les livres pour la jeu-

nesse, les ouvrages de littérature générale et les autres ouvrages. Les manuels scolaires regroupent tous les livres principalement destinés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial ou universitaire. Les ouvrages pour la jeunesse désignent les ouvrages destinés à des jeunes de 14 ans et moins, et qui ne sont pas conçus comme des manuels sco-

lares. Les ouvrages de littérature générale sont les livres destinés au grand public. Les autres ouvrages comprennent les ouvrages de référence (dictionnaires, encyclopédies, etc.), les ouvrages professionnels et techniques ainsi que les ouvrages savants (ouvrages produits par les presses universitaires, instituts de recherche, etc.) (tableau 5.1).

Tableau 5.1
Production des éditeurs¹ selon la catégorie de livres,
Québec, 2000-2001

	Ensemble des éditeurs		Éditeurs agréés		Éditeurs non agréés	
	n	%	n	%	n	%
Nombre d'éditeurs	237	...	143	...	94	...
Ouvrages édités	5 002	100,0	3 466	100,0	1 536	100,0
Livres scolaires	1 197	23,9	862	24,9	335	21,8
Livres pour la jeunesse	1 180	23,6	686	19,8	494	32,2
Littérature générale	1 999	40,0	1 570	45,3	429	27,9
Autres ²	627	12,5	349	10,1	278	18,1
Ouvrages réimprimés	4 222	100,0	2 910	100,0	1 312	100,0
Livres scolaires	2 365	56,0	1 564	53,8	801	61,1
Livres pour la jeunesse	888	21,0	535	18,4	353	26,9
Littérature générale	811	19,2	702	24,1	109	8,3
Autres ²	158	3,7	109	3,7	49	3,7
Ouvrages au catalogue	50 365	100,0	36 531	100,0	13 834	100,0
Livres scolaires	16 072	31,9	10 278	28,1	5 794	41,9
Livres pour la jeunesse	5 050	10,0	3 804	10,4	1 246	9,0
Littérature générale	23 374	46,4	19 199	52,6	4 175	30,2
Autres ²	5 869	11,7	3 250	8,9	2 619	18,9

1. Comprend tous les établissements des groupes du SCACCQ 15204 Éditeurs scolaires, 15205 Éditeurs de littérature générale et 15206 Éditeurs scientifiques et techniques. Sont exclus les établissements des groupes 15202 Éditeurs de musique en feuille et 15203 Éditeur gouvernemental.

2. Comprend les ouvrages savants, les ouvrages de référence et les ouvrages professionnels et techniques.

Sources : Statistique Canada, *Enquête annuelle auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres, 2000*, et ministère de la Culture et des Communications du Québec, rapports d'agrément des éditeurs.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

2. Entre autres divergences, mentionnons que les années de couverture sont différentes (années civiles et années financières), que la définition de « livres » de Statistique Canada est moins restrictive que celle de la BNQ, car elle peut inclure des brochures de même que des ouvrages édités sur support électronique et, enfin, que les titres sont catégorisés par le répondant dans l'enquête auprès des éditeurs. Les titres ne répondent donc pas nécessairement aux critères de classification utilisés par la BNQ.

Les nouveautés

En 2000-2001, les éditeurs du Québec ont publié 5 002 nouveautés³. Parmi ces ouvrages, les livres de littérature générale comptent pour la plus grande part, soit 40,0 % des éditions. Suivent, dans l'ordre décroissant, les livres pour la jeunesse (23,6 %), les livres scolaires (23,6 %) et les autres ouvrages (12,5 %). Cette répartition des nouveautés selon la catégorie de livres marque une certaine tendance à la baisse

dans le domaine de l'édition scolaire, amorcée en 1998-1999 (tableau 5.2). En effet, la baisse de la production de livres scolaires en 2000-2001 suit la diminution remarquée en 1998-1999 quand l'édition scolaire comptait pour 26,9 % de toute la production. Selon l'enquête de Statistique Canada, de 1989-1990 à 1996-1997, l'évolution de la structure de la production des éditeurs montre une remarquable stabilité dans le temps, la part de l'édition scolaire oscillant toujours

autour de 29 % des nouveautés au cours de cette période. Ce tassement de la part de l'édition scolaire est entièrement attribuable au déclin du nombre de manuels scolaires, c'est-à-dire des livres destinés à l'enseignement primaire et secondaire. Depuis 1993-1994, le taux de croissance annuel moyen du nombre de manuels scolaires a été de - 0,9 %, tandis que celui des livres destinés à l'enseignement collégial et secondaire a connu un taux de croissance de 7,2 %.

Tableau 5.2
Production des éditeurs¹ selon la catégorie de livres, Québec, 1998-1999

	Ensemble des éditeurs		Éditeurs agréés		Éditeurs non agréés		Ensemble des éditeurs	Éditeurs agréés	Éditeurs non agréés
	n	%	n	%	n	%			
Nombre d'éditeurs	239	...	116	...	123	...	100,0	48,5	51,5
Ouvrages édités	4 280	100,0	2 758	100,0	1 522	100,0	100,0	64,4	35,6
Livres scolaires	1 152	26,9	732	26,5	420	27,6	100,0	63,5	36,5
Livres pour la jeunesse	811	19,0	486	17,6	325	21,4	100,0	60,0	40,0
Littérature générale	1 582	37,0	1 248	45,2	334	21,9	100,0	78,9	21,1
Autres ²	735	17,2	292	10,6	443	29,1	100,0	39,7	60,3
Ouvrages réimprimés	4 019	100,0	2 613	100,0	1 406	100,0	100,0	65,0	35,0
Livres scolaires	2 103	52,3	1 266	48,4	837	59,5	100,0	60,2	39,8
Livres pour la jeunesse	657	16,4	380	14,6	277	19,7	100,0	57,9	42,1
Littérature générale	956	23,8	750	28,7	206	14,7	100,0	78,4	21,6
Autres ²	303	7,5	217	8,3	86	6,1	100,0	71,6	28,4
Ouvrages au catalogue	44 135	100,0	31 433	100,0	12 702	100,0	100,0	71,2	28,8
Livres scolaires	14 130	32,0	8 582	27,3	5 548	43,7	100,0	60,7	39,3
Livres pour la jeunesse	4 660	10,6	3 386	10,8	1 274	10,0	100,0	72,7	27,3
Littérature générale	18 498	41,9	16 026	51,0	2 472	19,5	100,0	86,6	13,4
Autres ²	6 848	15,5	3 440	10,9	3 408	26,8	100,0	50,2	49,8

1. Comprend tous les établissements des groupes du SCACCQ 15204 Éditeurs scolaires, 15205 Éditeurs de littérature générale et 15206 Éditeurs scientifiques et techniques. Sont exclus les établissements des groupes 15202 Éditeurs de musique en feuille et 15203 Éditeur gouvernemental.

2. Comprend les ouvrages savants, les ouvrages de référence et les ouvrages professionnels et techniques.

Sources : Statistique Canada, *Enquête annuelle auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres, 2000*, et ministère de la Culture et des Communications du Québec, rapports d'agrément des éditeurs.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

3. Ce terme désigne les ouvrages édités ou réédités au cours de l'année financière de l'éditeur.

Cependant, même si la diminution de la part de l'édition scolaire dans l'ensemble de la production semble indiquer un ralentissement de ce secteur d'activité en 2000-2001, il s'agit au contraire de l'année la plus productive depuis 1989, soit 1 197 nouveaux titres. C'est donc par une augmentation plus importante de la production de livres d'autres catégories que l'on peut expliquer la baisse relative de l'édition scolaire.

Malgré toutes les limites inhérentes aux modifications apportées à la couverture de l'enquête de Statistique Canada auprès des éditeurs, nous pouvons quand même comparer les taux de croissance annuels moyens de chaque catégorie éditoriale avec celui de l'ensemble de la production. Ainsi, le taux de croissance annuel moyen de l'ensemble de l'édition de 1993-1994 à 2000-2001 est de 6,4 %, tandis qu'il n'est que de 4,3 % pour ce qui est de l'édition scolaire. En comparaison, durant la même période, le taux de croissance annuel moyen de l'édition de littérature générale et de livres pour la jeunesse est de 7,9 %, et celui de l'édition d'autres ouvrages est de 4,0 %. En examinant séparément l'édition de livres de littérature générale et celle des livres pour la jeunesse – ce qu'il est possible de faire en ce qui concerne la période 1996-1997 à 2000-2001 –, il est intéressant de noter que le taux de crois-

sance de la littérature jeunesse est de loin supérieur à celui de la littérature générale, le premier étant de 16,2 % comparativement à 10,8 % pour le second.

La répartition des types de livres selon l'agrément ou non des éditeurs présente un portrait contrasté. Ainsi, en 2000-2001, les livres de littérature générale comptaient pour 45,3 % de leur production, tandis que cette proportion était de 27,9 % chez les éditeurs non agréés. À l'inverse, la proportion de titres pour la jeunesse édités par les éditeurs agréés était de 19,8 % et de 32,2 % en ce qui concerne les éditeurs non agréés. Quant aux livres scolaires, leur part dans la production est similaire tant chez les éditeurs agréés (24,9 %) que chez les éditeurs non agréés (21,8 %). L'année 1998-1999 présente un portrait semblable quant à la répartition des types de livres selon l'agrément.

Les réimpressions

De façon générale, le nombre de réimpressions augmente moins rapidement que la parution de nouveaux titres depuis 1993-1994. Le taux de croissance annuel moyen de l'ensemble des réimpressions a été de 5,0 %, c'est-à-dire 1,4 point de pourcentage de moins que le taux relatif aux éditions et aux rééditions. En fait, seuls les livres scolaires et les livres pour la jeunesse ont connu une croissance

des réimpressions supérieure à celle des nouveautés, soit respectivement 2,8 et 0,5 points de pourcentage de plus. C'est au chapitre des livres de littérature générale que cet écart est le plus grand, soit une différence de 9,7 points de pourcentage.

Il semble donc que la diminution annuelle moyenne de 12,3 % du tirage moyen des premières éditions au cours de la même période⁴ ne se transforme pas en une augmentation du nombre de réimpressions.

En 2000-2001, la structure des réimpressions selon l'agrément ou non des éditeurs est semblable à celle des éditions et des rééditions, en affichant toutefois une nette prédominance des réimpressions de livres scolaires chez les éditeurs non agréés, soit 61,1 % des réimpressions de ceux-ci, tandis que cette proportion est de 53,8 % en ce qui concerne les éditeurs agréés. Cette situation est conforme à celle qui avait cours en 1998-1999.

Les revenus et les dépenses des maisons d'édition

Dans cette section, nous décrivons tout d'abord la structure des revenus des éditeurs selon leur marché et l'agrément, ensuite la répartition de leurs dépenses, et nous terminons avec une brève analyse de l'évolution des marges bénéficiaires.

4. Source : Bibliothèque nationale du Québec, *Statistiques de l'édition*. Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les revenus de l'ensemble des éditeurs

L'évolution des revenus des éditeurs

Dans notre analyse, nous nous attardons davantage aux revenus provenant des activités liées à l'édition de livres qu'aux autres sources de revenu des éditeurs. Selon le type d'éditeurs, ces revenus provenant d'activités non liées à l'édition de livres, telle l'édition de périodiques, représentent cependant une portion des revenus globaux des éditeurs qui est loin d'être négligeable et qui fait souvent la différence entre le profit et le déficit. Néanmoins, dans cet ouvrage, il nous est apparu plus important de mettre l'accent sur les données relatives aux activités liées à l'édition de livres (tableaux 5.3 et 5.4).

En 2000-2001, les revenus totaux⁵ des éditeurs se sont élevés à 389,7 millions de dollars, somme à peu près identique à celle de 1998-1999, soit 389,5 millions. Il s'agit d'une augmentation annuelle moyenne de 0,02 %. Afin de mettre en perspective cette stagnation, nous allons tenter de décrire l'évolution des revenus totaux des éditeurs depuis 1993-1994. Rigoureusement parlant, il est im-

possible de dresser le portrait de cette évolution avec les données de Statistique Canada, puisque la couverture de l'enquête s'est élargie en 1996 et qu'elle inclut désormais les entreprises dont les revenus annuels sont inférieurs à 50 000 dollars. Toutefois, l'incidence de ce changement demeure minime, l'ajout de ces entreprises ne représentant qu'une augmentation de 1,4 % des revenus globaux dans l'ensemble du Canada. Au Québec, les revenus totaux de ces petits éditeurs représentaient 0,2 % des revenus de l'ensemble des éditeurs en 2000-2001. Cependant, en ce qui concerne les années 1998-1999 et 2000-2001, nous avons ajouté à l'univers de l'enquête de Statistique Canada les éditeurs agréés qui en étaient absents. Les revenus de ces derniers représentaient 2,0 % des revenus de tous les éditeurs en 1998-1999 et 5,8 % en 2000-2001. Le lecteur gardera donc à l'esprit que les revenus et les dépenses des éditeurs de 1993-1994 à 1996-1997 sont probablement légèrement sous-estimés.

Depuis 1993-1994, les revenus totaux des éditeurs sont passés de 372 millions de dollars à 390 millions en 2000-2001, c'est-à-dire une croissance annuelle moyenne de 0,7 % en dollars courants. En tenant compte de

l'inflation, cette faible croissance signifie plutôt une diminution annuelle moyenne de 2,6 %, en dollars constants de 1997, pour la même période⁶. Cette situation, guère reluisante, est à mettre en perspective avec le marché dans lequel les éditeurs sont actifs. Ainsi, les éditeurs scolaires⁷, malgré la baisse de leurs revenus en 1996-1997, ont connu une croissance annuelle moyenne de 3,5 % (1,1 % en dollars de 1997), tandis que les éditeurs de littérature générale, c'est-à-dire tous les autres éditeurs, ont plutôt connu de mauvaises années, soit une variation annuelle moyenne de 0,8 %, ou de -4,0 % en dollars de 1997. Les revenus totaux des éditeurs scolaires étaient de 134 millions de dollars en 1998-1999 et de 146 millions en 2000-2001, soit respectivement 34,5 % et 37,5 % des revenus totaux de l'ensemble des maisons d'édition.

La part des ventes de livres dans les revenus des éditeurs

Malgré une légère diminution de son importance entre 1998-1999 et 2000-2001, la vente de livres demeure, et de loin, la principale source de revenu des éditeurs. Ainsi, les ventes de livres représentaient 91,8 % des revenus totaux des éditeurs en 1998-

5. Revenus totaux provenant des activités d'édition. Sont exclus les revenus provenant d'activités telles que l'édition de périodiques, la vente de livres en gros non exclusive, les services d'impression pour autrui ou autres activités.

6. Taux calculé à l'aide de l'indice des prix industriels de l'édition, en dollars constants de 1997. Statistique Canada, Cansim, tableau 329-0042.

7. Les éditeurs scolaires sont les éditeurs dont au moins 50 % des ventes de livres sont constituées de ventes de livres destinés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial ou universitaire.

Tableau 5.3
État des revenus et dépenses des éditeurs¹ selon la catégorie de livres, Québec, 2000-2001

	n	Ensemble des éditeurs		Éditeurs de livres scolaires ²		Éditeurs de littérature générale	
			%		%		%
Nombre		237	...	55	...	182	...
Activités liées à l'édition de livres							
Ventes	k\$	356 819	91,6	134 012	91,8	222 807	89,9
Ventes d'ouvrages	k\$	351 200	90,1	131 615	90,2	219 585	88,6
Ventes de livres	k\$	348 245	89,4	130 885	89,7	217 359	87,4
Ventes d'autres ouvrages ³	k\$	2 955	0,8	730	0,5	2 226	1,2
Ventes de droits	k\$	2 963	0,8	651	0,4	2 313	0,9
Autres ventes	k\$	2 656	0,7	1 746	1,2	910	0,4
Autres recettes d'exploitation	k\$	7 185	1,8	3 948	2,7	3 237	2,9
Subventions	k\$	23 453	6,0	7 062	4,8	16 391	6,7
Autres revenus	k\$	2 284	0,6	1 032	0,7	1 252	0,5
Revenus totaux	k\$	389 741	100,0	146 053	100,0	243 687	100,0
Coût des ventes	k\$	196 287	50,4	73 206	50,1	123 082	50,5
Coût des ouvrages vendus	k\$	163 142	41,9	61 371	42,0	101 771	41,8
Dépenses en droits d'auteur à la suite de ventes	k\$	29 727	7,6	11 364	7,8	18 363	7,5
Coûts des droits achetés	k\$	423	0,1	59	0,0	364	0,1
Coût des autres biens et tous autres coûts liés aux ventes	k\$	2 995	0,8	411	0,3	2 584	1,1
Frais d'exploitation	k\$	186 774	47,9	64 883	44,4	121 892	50,0
Frais d'édition	k\$	9 442	2,4	3 121	2,1	6 321	2,6
Frais de conception et de production	k\$	6 229	1,6	3 569	2,4	2 660	1,1
Exécution des commandes entreposage et expédition	k\$	29 045	7,5	6 500	4,5	22 546	9,3
Marketing ventes promotion et publicité	k\$	59 150	15,2	22 026	15,1	37 124	15,2
Frais d'occupation	k\$	5 605	1,4	2 325	1,6	3 281	1,3
Frais d'administration	k\$	42 265	10,8	16 918	11,6	25 348	10,4
Amortissement (sans les stocks)	k\$	4 159	1,1	2 593	1,8	1 566	0,6
Frais de gestion payés à une société affiliée	k\$	3 241	0,8	2 064	1,4	1 177	0,5
Intérêts et frais bancaires (avant les subventions)	k\$	5 308	1,4	3 330	2,3	1 978	0,8
Autres frais d'exploitation	k\$	22 329	5,7	2 437	1,7	20 487	8,4
Dépenses totales	k\$	383 062	98,3	138 088	94,5	244 974	100,5
Marge bénéficiaire des activités liées à l'édition de livres	k\$	6 679	1,7	7 965	5,5	-1 286	-0,5
Activités non liées à l'édition de livres⁴							
Revenus	k\$	30 675	7,3	7 891	5,1	22 784	8,6
Dépenses	k\$	24 322	5,8	4 889	3,2	19 432	7,3
Marge bénéficiaire des activités non liées à l'édition	k\$	6 354	1,5	3 002	1,9	3 352	1,3
Bénéfice avant impôt et postes extraordinaires	k\$	13 032	3,1	10 967	7,1	2 065	0,8

1. Comprend tous les établissements des groupes du SCACCQ 15204 Éditeurs scolaires, 15205 Éditeurs de littérature générale et 15206 Éditeurs scientifiques et techniques. Sont exclus les établissements des groupes 15202 Éditeurs de musique en feuille et 15203 Éditeur gouvernemental.

2. Désigne les éditeurs dont plus de 50 % des recettes proviennent de la vente de livres destinés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial ou universitaire.

3. Comprend les ventes de matériel audiovisuel, de cédéroms, de livres électroniques, de services en ligne et d'autres ouvrages.

4. Désigne les activités telles que l'édition de périodiques, les services d'impression pour compte d'autrui, la vente de livres en gros (non exclusive) et de périodiques en gros, la vente de livres au détail (excluant les ventes des propres ouvrages sur le site Web de l'éditeur) et autres. Dans cette section, les pourcentages sont calculés sur la base du revenu global des éditeurs (revenu total des activités liées à l'édition de livres plus les revenus des activités non liées à l'édition de livres).

Sources : Ministère de la Culture et des Communications du Québec, rapports d'agrément des éditeurs. Statistique Canada, *Enquête annuelle auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.4
État des revenus et dépenses des éditeurs¹ selon la catégorie de livres, Québec, 1998-1999

	n	Ensemble des éditeurs		Éditeurs de livres scolaires ²		Éditeurs de littérature générale	
		k\$	%	k\$	%	k\$	%
Nombre	n	239	...	54	...	185	...
Activités liées à l'édition de livres							
Ventes	k\$	363 785	93,4	126 372	94,1	237 413	93,0
Ventes d'ouvrages	k\$	359 027	92,2	126 067	93,9	232 960	91,3
Ventes de livres	k\$	357 535	91,8	125 744	93,6	231 791	90,8
Ventes d'autres ouvrages ³	k\$	1 492	0,4	323	0,2	1 169	0,5
Ventes de droits	k\$	4 758	1,2	306	0,2	4 452	1,7
Autres recettes d'exploitation	k\$	6 227	1,6	2 692	2,0	3 535	1,4
Subventions	k\$	19 536	5,0	5 233	3,9	14 303	5,6
Revenus totaux	k\$	389 548	100,0	134 298	100,0	255 251	100,0
Coût des ventes	k\$	194 913	50,0	61 939	46,1	132 974	52,1
Coût des ouvrages vendus	k\$	164 986	42,4	49 672	37,0	115 314	45,2
Dépenses en droits d'auteur à la suite de ventes	k\$	26 952	6,9	12 190	9,1	14 762	5,8
Coûts des droits achetés	k\$	2 975	0,8	77	0,1	2 898	1,1
Frais d'exploitation	k\$	181 800	46,7	57 915	43,1	123 886	48,5
Frais d'édition	k\$	6 543	1,7	2 742	2,0	3 801	1,5
Frais de conception et de production	k\$	6 306	1,6	3 128	2,3	3 178	1,2
Exécution des commandes, entreposage et expédition	k\$	30 196	7,8	5 579	4,2	24 618	9,6
Marketing ventes promotion et publicité	k\$	63 376	16,3	14 740	11,0	48 636	19,1
Frais d'occupation	k\$	6 478	1,7	2 223	1,7	4 254	1,7
Frais d'administration	k\$	45 726	11,7	21 037	15,7	24 689	9,7
Amortissement (sans les stocks)	k\$	4 469	1,1	2 900	2,2	1 568	0,6
Intérêts et frais bancaires (avant les subventions)	k\$	4 375	1,1	1 674	1,2	2 702	1,1
Autres frais d'exploitation	k\$	14 330	3,7	3 891	2,9	10 439	4,1
Dépenses totales	k\$	376 713	96,7	119 854	89,2	256 859	100,6
Marge bénéficiaire des activités liées à l'édition de livres	k\$	12 835	3,3	14 444	10,8	-1 609	-0,6
Activités non liées à l'édition de livres⁴							
Revenus	k\$	165 257	29,8	8 771	6,1	156 486	38,0
Dépenses	k\$	147 226	26,5	6 500	4,5	140 726	34,
Marge bénéficiaire des activités non liées à l'édition	k\$	18 031	3,2	2 271	1,6	15 760	3,8
Bénéfice avant impôt et postes extraordinaires	k\$	30 866	5,6	16 775	11,7	14 091	3,4

1. Comprend tous les établissements des groupes du SCACCQ 15204 Éditeurs scolaires, 15205 Éditeurs de littérature générale et 15206 Éditeurs scientifiques et techniques. Sont exclus les établissements des groupes 15202 Éditeurs de musique en feuille et 15203 Éditeur gouvernemental.

2. Désigne les éditeurs dont plus de 50 % des recettes proviennent de la vente de livres destinés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial ou universitaire.

3. Comprend les ventes de matériel audiovisuel, de cédéroms, de livres électroniques, de services en ligne et d'autres ouvrages.

4. Désigne les activités telles que l'édition de périodiques, les services d'impression pour compte d'autrui, la vente de livres en gros (non exclusive) et de périodiques en gros, la vente de livres au détail (excluant les ventes des propres ouvrages sur le site Web de l'éditeur) et autres. Dans cette section, les pourcentages sont calculés sur la base du revenu global des éditeurs (revenu total des activités liées à l'édition de livres plus les revenus des activités non liées à l'édition de livres).

Sources : Ministère de la Culture et des Communications du Québec, rapports d'agrément des éditeurs. Statistique Canada, *Enquête annuelle auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

1999 et 89,4 % en 2000-2001. Le mouvement à la baisse de la part des ventes de livres est observable au moins depuis 1994-1995. En effet, de 1993-1994 à 1996-1997, la part des revenus provenant de la vente de livres a été successivement de 94,7 %, de 93,3 % et de 92,5 %.

Les ventes de livres représentent une part légèrement plus grande chez les éditeurs scolaires que chez les éditeurs de littérature générale : 89,7 % chez les premiers et 87,4 % chez les autres en 2000-2001. Il est intéressant de constater que la répartition de la part des ventes de livres sur les revenus totaux selon le marché s'est inversée depuis 1993-1994. En effet, en 1993-1994 et en 1994-1995, les éditeurs de littérature générale présentaient une part plus grande de la vente de livres dans leurs revenus totaux. La situation s'est inversée en 1996-1997 et se maintient depuis.

Les subventions reçues par les éditeurs

Comme l'a déjà observé Marc Ménard pour ce qui concerne les éditeurs agréés, les subventions comptent pour une part de plus en plus grande dans les revenus des éditeurs de 1993-1994 à 2000-2001. Il en est de même de l'ensemble des éditeurs, pour qui cette source de revenu représentait 3,6 % des revenus totaux en 1993-1994 et comptait pour

6,0 % en 2000-2001. Cette croissance de la part des revenus de subvention est cependant moins importante chez les éditeurs scolaires, où elle passe de 3,9 % à 4,8 %, que chez les éditeurs de littérature générale où elle a doublé, passant de 3,4 % à 6,7 % des revenus totaux.

L'augmentation de la part des subventions dans les revenus totaux des éditeurs n'explique toutefois pas entièrement la diminution de la part de la vente d'ouvrages. En effet, il semble que les éditeurs tendent à diversifier leurs activités, puisque les revenus autres que la vente d'ouvrages ou les subventions ont connu une croissance supérieure à celle des activités traditionnelles des éditeurs, même si ces activités ne représentaient que 3,9 % des revenus en 2000-2001. En effet, le taux de croissance annuel moyen des autres revenus des éditeurs, de 1993-1994 à 2000-2001, a été de 17,6 %, de 16,4 % chez les éditeurs scolaires et de 18,9 % pour ce qui est des éditeurs de littérature générale. Ces autres revenus proviennent de la vente de droits, mais surtout d'autres activités liées à l'édition et à la diffusion exclusive de livres.

La concentration chez les éditeurs de livres

Les difficultés des éditeurs ne semblent pas avoir favorisé une plus

grande concentration horizontale dans ce secteur culturel. En effet, de 1993-1994 à 1998-1999, les niveaux de concentration ont diminué régulièrement tant chez les éditeurs scolaires que chez les éditeurs de littérature générale. En 1993-1994, les ventes de livres des 3 principaux éditeurs représentaient 42,1 % des ventes de tous les éditeurs et 66,3 % des 10 principaux. En 1998-1999, ces niveaux ont chuté à 27,1 % et à 59,2 % respectivement. L'année 2000-2001 marque une première hausse des niveaux de concentration dans l'édition de livres; la part de marché des 3 principaux éditeurs monte à 35,9 %, et celle des 10 principaux, à 59,2 % (tableau 5.5).

Ces niveaux de concentration, fort modestes si on les compare à ceux que l'on observe en regard d'autres médias tels que la presse écrite ou la télévision, grimpent notablement quand on tient compte du marché dans lequel les éditeurs de livres réalisent la plus grande partie de leurs ventes. En 2000-2001, chez les éditeurs scolaires, près de la moitié des ventes (49,3 %) étaient faites par les 3 principaux éditeurs et 82,5 % par les 10 principaux. Chez les éditeurs de littérature générale, ces niveaux sont de 48,3 % et de 69,6 %, et ils sont comparables à ceux de l'édition française de livres en 1998 : 47 % et 65 %⁸. Toutefois,

8. *Livres hebdo*, n° 353, 15 octobre 1999, dans Marc MÉNARD, *Les chiffres des mots. Portrait économique du livre au Québec*, Montréal, SODEC, 2001.

Tableau 5.5
Niveaux de concentration chez les éditeurs de livres selon le marché, Québec, de 1993-1994 à 2000-2001

	Ensemble des éditeurs ¹		Éditeurs scolaires ²		Éditeurs de littérature générale	
	3 principaux	10 principaux	3 principaux	10 principaux	3 principaux	10 principaux
	%					
1993-1994	42,1	66,3	51,5	81,4	57,6	79,0
1994-1995	39,6	63,6	53,5	83,3	51,9	75,2
1996-1997	38,5	60,9	50,0	86,4	51,1	72,1
1998-1999	27,1	56,8	44,6	81,4	41,8	67,9
2000-2001	35,9	59,2	49,3	82,5	48,3	69,6

1. Comprend tous les établissements des groupes du SCACCQ 15204 Éditeurs scolaires, 15205 Éditeurs de littérature générale et 15206 Éditeurs scientifiques et techniques. Sont exclus les établissements des groupes 15202 Éditeurs de musique en feuille et 15203 Éditeur gouvernemental.

2. Désigne les éditeurs dont plus de 50 % des recettes proviennent de la vente de livres destinés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial ou universitaire.

Sources : Ministère de la Culture et des Communications du Québec, rapports d'agrément des éditeurs. Statistique Canada, *Enquête annuelle auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

la situation française a pu évoluer passablement depuis l'achat, en 2002, de Vivendi Universal Publishing (Plon, Larousse, Le Livre de poche, etc.) par Lagardère, qui possédait déjà plusieurs maisons d'édition importantes, telles Hachette, Fayard, Grasset, etc.

Les revenus des éditeurs agréés

L'évolution des revenus des éditeurs agréés

En 2001-2002, les revenus totaux des éditeurs agréés se sont élevés à 180 millions de dollars comparativement à 157 millions en 1998-1999, ce qui signifie une augmentation annuelle moyenne remarquable de 7,2 % durant cette période. En se

basant sur les ventes de livres des éditeurs agréés selon les rapports d'agrément relatifs à l'année 1994-1995, nous pouvons estimer les revenus totaux⁹ de ces éditeurs à 138 millions de dollars, soit une croissance annuelle moyenne de 4,6 % entre 1994-1995 et 2000-2001. Ce taux de croissance est bien supérieur à celui de l'ensemble des éditeurs, lequel est à peu près nul (0,01 %) durant la même période. En tenant compte de l'inflation toutefois, le taux de croissance annuel moyen des revenus des éditeurs agréés est de 1,3 %, tandis que ce taux est de - 3,2 % chez l'ensemble des éditeurs.

Pour des raisons méthodologiques, il est impossible de tracer

l'évolution des revenus des éditeurs scolaires agréés comme nous l'avons fait pour l'ensemble des éditeurs agréés. Néanmoins, la comparaison des revenus des années 1998-1999 et 2000-2001 des éditeurs scolaires agréés et des éditeurs de littérature générale agréés donne des résultats intéressants (tableaux 5.6 et 5.7).

Tout d'abord, notons que la part de marché des éditeurs scolaires a quelque peu diminué au cours de ces deux années. En effet, parmi les éditeurs agréés, les éditeurs scolaires accaparaient 42,3 % en 1998-1999 et 40,2 % des revenus totaux en 2000-2001, soit 66 et 73 millions de dollars respectivement, c'est-à-dire une augmentation de 9,1 %

9. Revenus estimés à partir des ventes de livres selon le rapport entre les ventes de livres et le revenu total de 1998-1999.

Tableau 5.6
État des revenus et dépenses des éditeurs agréés¹ selon la catégorie de livres, Québec, 2000-2001

	n	Ensemble des éditeurs		Éditeurs de livres scolaires ²		Éditeurs de littérature générale	
			%		%		%
Nombre	n	143	...	34	...	109	...
Activités liées à l'édition de livres							
Ventes	k\$	154 183	85,4	62 521	86,2	91 662	84,8
Ventes d'ouvrages	k\$	150 342	83,2	61 046	84,2	89 296	82,6
Ventes de livres	k\$	149 444	82,7	60 390	83,3	89 054	82,4
Ventes d'autres ouvrages ³	k\$	898	0,5	656	0,9	242	0,2
Ventes de droits	k\$	2 282	1,3	429	0,6	1 853	1,7
Autres ventes	k\$	1 559	0,9	1 046	1,4	513	0,5
Autres recettes d'exploitation	k\$	6 608	3,7	3 466	4,8	3 142	2,9
Subventions	k\$	19 036	10,5	6 187	8,5	12 848	11,9
Autres revenus	k\$	788	0,4	352	0,5	436	0,4
Revenus totaux	k\$	180 614	100,0	72 526	100,0	108 088	100,0
Coût des ventes	k\$	91 221	50,5	38 173	52,6	53 048	49,1
Coût des ouvrages vendus	k\$	73 110	40,5	32 032	44,2	41 078	38,0
Dépenses en droits d'auteur à la suite de ventes	k\$	16 003	8,9	5 896	8,1	10 107	9,4
Coûts des droits achetés	k\$	245	0,1	59	0,1	186	0,2
Coût des autres biens et tous autres coûts liés aux ventes	k\$	1 863	1,0	185	0,3	1 678	1,6
Frais d'exploitation	k\$	91 589	50,7	35 492	48,9	56 097	51,9
Frais d'édition	k\$	4 021	2,2	698	1,0	3 323	3,1
Frais de conception et de production	k\$	4 397	2,4	3 094	4,3	1 303	1,2
Exécution des commandes entreposage et expédition	k\$	14 141	7,8	3 775	5,2	10 366	9,6
Marketing ventes promotion et publicité	k\$	28 669	15,9	13 192	18,2	15 476	14,3
Frais d'occupation	k\$	3 704	2,1	1 500	2,1	2 205	2,0
Frais d'administration	k\$	23 947	13,3	8 434	11,6	15 513	14,4
Amortissement (sans les stocks)	k\$	1 867	1,0	830	1,1	1 037	1,0
Frais de gestion payés à une société affiliée	k\$	1 403	0,8	1 053	1,5	349	0,3
Intérêts et frais bancaires (avant les subventions)	k\$	1 995	1,1	930	1,3	1 065	1,0
Autres frais d'exploitation	k\$	7 447	4,1	1 987	2,7	6 055	5,6
Dépenses totales	k\$	182 810	101,2	73 665	101,6	109 145	101,0
Marge bénéficiaire des activités liées à l'édition de livres	k\$	-2 196	-1,2	-1 139	-1,6	-1 058	-1,0
Activités non liées à l'édition de livres⁴							
Revenus	k\$	14 642	7,5	7 829	9,7	6 813	5,9
Dépenses	k\$	9 875	5,1	4 852	6,0	5 023	4,4
Marge bénéficiaire des activités non liées à l'édition	k\$	4 767	2,4	2 977	3,7	1 790	1,6
Bénéfice avant impôt et postes extraordinaires	k\$	2 571	1,3	1 838	2,3	732	0,6

1. Comprend tous les établissements des groupes du SCACCQ 15204 Éditeurs scolaires, 15205 Éditeurs de littérature générale et 15206 Éditeurs scientifiques et techniques. Sont exclus les établissements des groupes 15202 Éditeurs de musique en feuille et 15203 Éditeur gouvernemental.

2. Désigne les éditeurs dont plus de 50 % des recettes proviennent de la vente de livres destinés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial ou universitaire.

3. Comprend les ventes de matériel audiovisuel, de cédéroms, de livres électroniques, de services en ligne et d'autres ouvrages.

4. Désigne les activités telles que l'édition de périodiques, les services d'impression pour compte d'autrui, la vente de livres en gros (non exclusive) et de périodiques en gros, la vente de livres au détail (excluant les ventes des propres ouvrages sur le site Web de l'éditeur) et autres. Dans cette section, les pourcentages sont calculés sur la base du revenu global des éditeurs (revenu total des activités liées à l'édition de livres plus les revenus des activités non liées à l'édition de livres).

Sources : Ministère de la Culture et des Communications du Québec, rapports d'agrément des éditeurs. Statistique Canada, *Enquête annuelle auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.7

État des revenus et dépenses des éditeurs agréés¹ selon la catégorie de livres, Québec, 1998-1999

		Ensemble des éditeurs		Éditeurs de livres scolaires ²		Éditeurs de littérature générale	
			%		%		%
Nombre	n	116	...	30	...	86	...
Activités liées à l'édition de livres							
Ventes	k\$	137 648	87,5	59 337	89,3	78 311	86,2
Ventes d'ouvrages	k\$	136 117	86,6	59 154	89,0	76 963	84,8
Ventes de livres	k\$	135 589	86,2	58 908	88,7	76 681	84,4
Ventes d'autres ouvrages ³	k\$	528	0,3	246	0,4	281	0,3
Ventes de droits	k\$	1 531	1,0	183	0,3	1 349	1,5
Autres recettes d'exploitation	k\$	4 556	2,9	2 394	3,6	2 162	2,4
Subventions	k\$	15 047	9,6	4 716	7,1	10 331	11,4
Revenus totaux	k\$	157 250	100,0	66 447	100,0	90 804	100,0
Coût des ventes	k\$	82 198	52,3	31 837	47,9	50 362	55,5
Coût des ouvrages vendus	k\$	67 650	43,0	25 927	39,0	41 723	45,9
Dépenses en droits d'auteur à la suite de ventes	k\$	14 040	8,9	5 850	8,8	8 191	9,0
Coûts des droits achetés	k\$	508	0,3	60	0,1	448	0,5
Frais d'exploitation	k\$	68 389	43,5	29 334	44,1	39 055	43,0
Frais d'édition	k\$	3 175	2,0	1 274	1,9	1 900	2,1
Frais de conception et de production	k\$	2 843	1,8	2 047	3,1	795	0,9
Exécution des commandes, entreposage et expédition	k\$	10 473	6,7	3 366	5,1	7 107	7,8
Marketing ventes promotion et publicité	k\$	19 385	12,3	6 734	10,1	12 651	13,9
Frais d'occupation	k\$	3 729	2,4	1 707	2,6	2 022	2,2
Frais d'administration	k\$	22 735	14,5	11 864	17,9	10 871	12,0
Amortissement (sans les stocks)	k\$	1 380	0,9	557	0,8	823	0,9
Intérêts et frais bancaires (avant les subventions)	k\$	1 291	0,8	557	0,8	733	0,8
Autres frais d'exploitation	k\$	3 380	2,1	1 228	1,8	2 152	2,4
Dépenses totales	k\$	150 588	95,8	61 171	92,1	89 417	98,5
Marge bénéficiaire des activités liées à l'édition de livres	k\$	6 663	4,2	5 276	7,9	1 387	1,5
Activités non liées à l'édition de livres⁴							
Revenus	k\$	17 956	10,2	x	x	x	x
Dépenses	k\$	15 013	8,6	x	x	x	x
Marge bénéficiaire des activités non liées à l'édition	k\$	2 944	1,7	x	x	x	x
Bénéfice avant impôt et postes extraordinaires	k\$	9 607	5,5	x	x	x	x

1. Comprend tous les établissements agréés par le ministère de la Culture et des Communications du Québec et qui font partie des groupes du SCACCQ 15204 Éditeurs scolaires, 15205 Éditeurs de littérature générale et 15206 Éditeurs scientifiques et techniques. Sont exclus les établissements des groupes 15202 Éditeurs de musique en feuille et 15203 Éditeur gouvernemental.

2. Désigne les éditeurs dont plus de 50 % des recettes proviennent de la vente de livres destinés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial ou universitaire.

3. Comprend les ventes de matériel audiovisuel, de cédéroms, de livres électroniques, de services en ligne et d'autres ouvrages.

4. Désigne les activités telles l'édition de périodiques, les services d'impression pour compte d'autrui, la vente de livres en gros (non exclusive) et de périodiques en gros, la vente de livres au détail (excluant les ventes des propres ouvrages sur le site Web de l'éditeur) et autres. Dans cette section, les pourcentages sont calculés sur la base du revenu global des éditeurs (revenu total des activités liées à l'édition de livres plus les revenus des activités non liées à l'édition de livres).

Sources : Ministère de la Culture et des Communications du Québec, rapports d'agrément des éditeurs. Statistique Canada, *Enquête annuelle auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

en deux ans. Cette hausse est semblable à celle que l'on observe chez l'ensemble des éditeurs scolaires (8,8 %). Chez les éditeurs agréés de littérature générale, le portrait est fort différent. Tandis que, chez l'ensemble des éditeurs de littérature générale, les revenus totaux ont diminué de 4,5 % de 1998-1999 à 2000-2001, les éditeurs de littérature générale agréés ont connu une hausse notable de 19,0 %. Donc, il semble bien que l'agrément ait été plus profitable aux éditeurs de littérature générale qu'aux éditeurs scolaires.

La part des ventes de livres dans les revenus des éditeurs agréés

Bien qu'elle constitue, et de loin, l'apport principal de revenu, la vente de livres représente une source de revenu un peu moins importante chez les éditeurs agréés que chez l'ensemble des éditeurs. Les ventes de livres des éditeurs agréés s'élevaient à 136 millions de dollars en 1998-1999, soit 86,2 % du revenu total, et à 149 millions (82,7 %) en 2000-2001. Rappelons que, chez l'ensemble des éditeurs, ces proportions étaient respectivement de 91,8 % et de 89,4 %.

L'apport de la vente de livres est légèrement plus important chez les éditeurs scolaires agréés que chez les éditeurs de littérature générale agréés, soit 89,0 % chez les premiers et 84,4 % chez les seconds en 1998-1999. En 2000-2001, ces pourcentages

ont baissé à 83,3 % et à 82,4 %, situation fort semblable à celle que l'on observait chez l'ensemble des éditeurs scolaires et des éditeurs de littérature générale.

De 1998-1999 à 2000-2001, les ventes de livres ont augmenté de 10,2 % pour ce qui est de l'ensemble des éditeurs agréés, de 2,5 % en ce qui concerne les éditeurs scolaires agréés et de 16,1 % chez les éditeurs de littérature générale agréés. Ces augmentations sont évidemment moins fortes que celles des revenus totaux qui sont respectivement de 14,9 %, de 9,1 % et de 19,0 %, ce qui est cohérent avec la diminution de la part de la vente de livres que nous avons observée chez tous les types d'éditeurs.

Les subventions reçues par les éditeurs agréés

La somme des subventions reçues par les éditeurs agréés en 2000-2001, toutes provenances confondues, s'élevait à 19 millions de dollars, soit 10,5 % de leurs revenus totaux. Cette proportion est de 8,5 % chez les éditeurs scolaires et de 11,9 % chez les éditeurs de littérature générale. En 1998-1999, les éditeurs agréés ont reçu 15 millions de dollars en subvention, soit 9,6 % de leur revenu total. Les éditeurs scolaires agréés ont reçu 5 millions de dollars, soit 7,1 % de leur revenu total, et les éditeurs de littérature générale, 10 millions (11,4 %). Évidemment, la part des subventions dans les revenus des éditeurs agréés est

plus importante que chez les éditeurs non agréés, car seuls les premiers ont droit aux subventions du gouvernement québécois.

Afin de mieux comprendre l'effet des subventions sur les revenus des éditeurs agréés, nous avons tenté de comparer les variations de la somme des subventions reçues avec les variations des ventes d'ouvrages, selon le type d'éditeurs. Cette démarche est tout à fait exploratoire et il serait abusif d'en tirer des conclusions définitives, mais elle permet peut-être d'apporter un nouvel éclairage au rôle des subventions dans le monde de l'édition.

Une simple comparaison des pourcentages de variation des ventes d'ouvrages et des subventions de 1998-1999 à 2000-2001 révèle qu'il existe une relation positive entre la variation des revenus provenant de la vente de livres et celle des revenus de subvention. Chez les éditeurs de littérature générale agréés, l'augmentation de 24,4 % des subventions s'accompagne d'une augmentation de 16,2 % des ventes d'ouvrages, pendant que, chez les éditeurs de littérature générale non agréés, la baisse de 10,8 % de la somme des subventions reçues suit la diminution de 16,5 % des ventes de livres. L'effet est toutefois moins évident chez les éditeurs scolaires. Les subventions aux éditeurs scolaires agréés ont crû de 31,2 %, tandis que les ventes de livres n'ont augmenté que de 3,2 %. La situation est semblable chez les éditeurs scolaires non agréés pour qui la hausse de 69,1 % des subventions

s'accompagne d'une augmentation de 5,5 % des ventes d'ouvrages. Cette différence entre les éditeurs scolaires et les éditeurs de littérature générale peut s'expliquer en partie par les objectifs particuliers des divers organismes subventionnaires (figures 5.1a et 5.1b).

Cette relation positive entre la croissance des subventions et celle des ventes de livres signifie que les fonds publics injectés dans l'édition de livres permettent effectivement aux éditeurs québécois de faire connaître les auteurs du Québec et que ces écrits sont appréciés du public. Toutefois, le taux de croissance des ventes de livres étant plus

faible que celui des subventions – outre le fait que le rapport est inverse entre le taux de croissance de la part des ventes de livres et celui de la part des subventions dans le revenu total –, il semble que ce modèle de développement ait atteint les limites de ses possibilités.

Les revenus des éditeurs non agréés

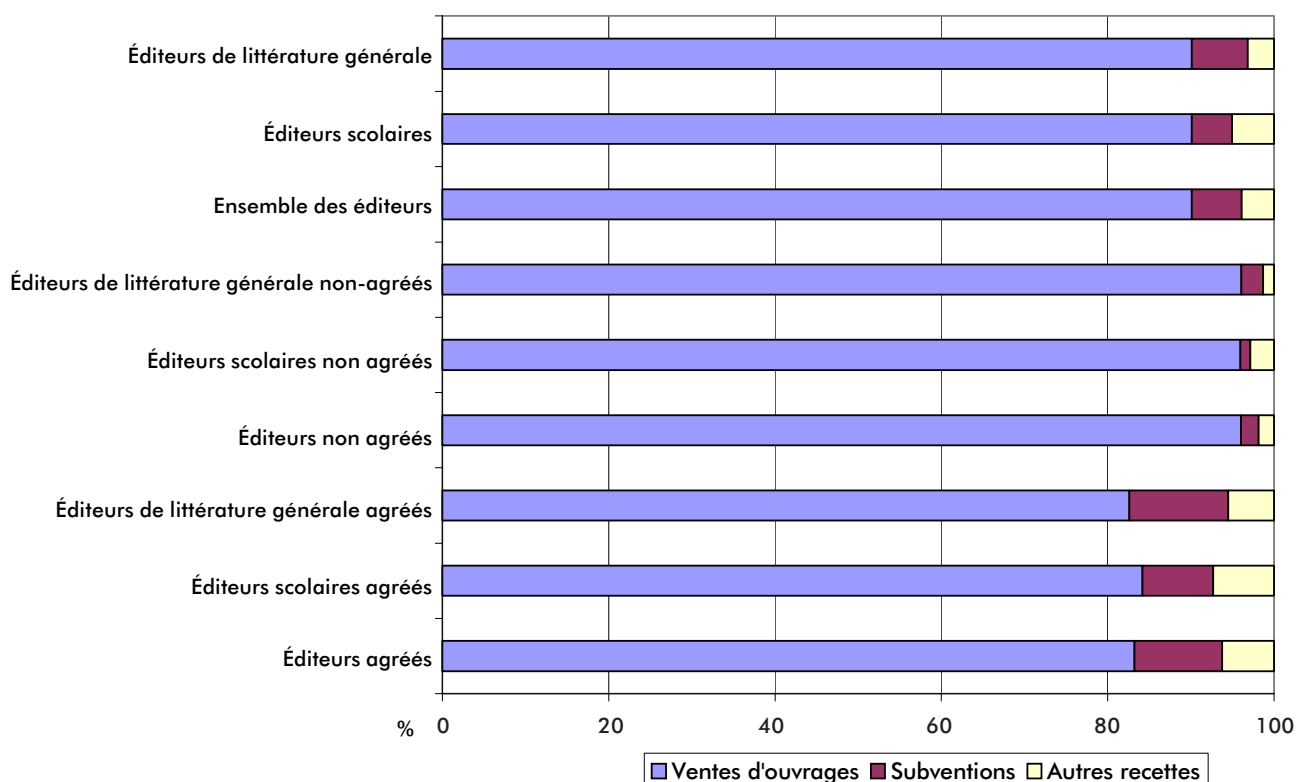
L'évolution des revenus des éditeurs non agréés

Les revenus totaux des éditeurs non agréés s'élevaient à 232 millions de dollars en 1998-1999 et à 209 millions en 2000-2001,

soit une baisse de 10,0 % en deux ans. Il s'agit donc d'une situation singulièrement différente de celle des éditeurs agréés qui, rappelons-le, ont connu une hausse de 14,9 % de leur revenu total au cours de la même période. Il s'ensuit évidemment que la part des éditeurs non agréés dans le revenu total de tous les éditeurs a sensiblement diminué, passant de 59,6 % à 53,7 %.

La situation est aussi fort différente selon le marché dans lequel les éditeurs sont actifs. Ainsi, les éditeurs scolaires non agréés ont connu une augmentation de 8,4 % de leur revenu total, ce qui

Figure 5.1a
Structure des revenus totaux des éditeurs, Québec, 2000-2001



est semblable à la part des éditeurs scolaires agréés, soit 9,1 %. Par contre, chez les éditeurs de littérature générale non agréés, les revenus liés à l'édition de livres ont chuté brutalement de 17,5 % au cours de cette période, tandis que les revenus des éditeurs de littérature générale agréés augmentaient de 19,0 %.

La part des ventes de livres dans les revenus des éditeurs non agréés

Les ventes de livres représentaient 95,5 % des revenus totaux des éditeurs non agréés en 1998-1999 et 95,1 % en 2000-2001, soit respectivement 222 et 198 millions de dollars. Il s'agit d'une réduction de 12,1 %, ce qui est

sensiblement inférieur à celle qui touche les revenus totaux de ces éditeurs. Il est remarquable aussi que la part des ventes de livres dans les revenus totaux des éditeurs non agréés soit plus importante que chez les éditeurs agréés. En effet, les différences de pourcentage étaient respectivement de 9,3 % et de 12,3 % en 1998-1999 et en 2000-2001 en faveur des éditeurs non agréés. En fait, ces différences dans la répartition des sources de revenu s'expliquent en très grande partie par les différences concernant l'apport des subventions qui sont respectivement de 7,6 % et de 8,4 %.

C'est chez les éditeurs scolaires non agréés que l'apport des ventes de livres est le plus important,



Bibliothèque nationale du Québec



car il représente 98,5 % des revenus totaux en 1998-1999 et 95,9 % en 2000-2001. Chez les éditeurs de littérature générale non agréés, cette source de revenu comptait pour 94,9 % des revenus totaux et 94,6 % relativement aux mêmes années (tableaux 5.8 et 5.9).

Figure 5.1b
Structure des revenus totaux des éditeurs, Québec, 1998-1999

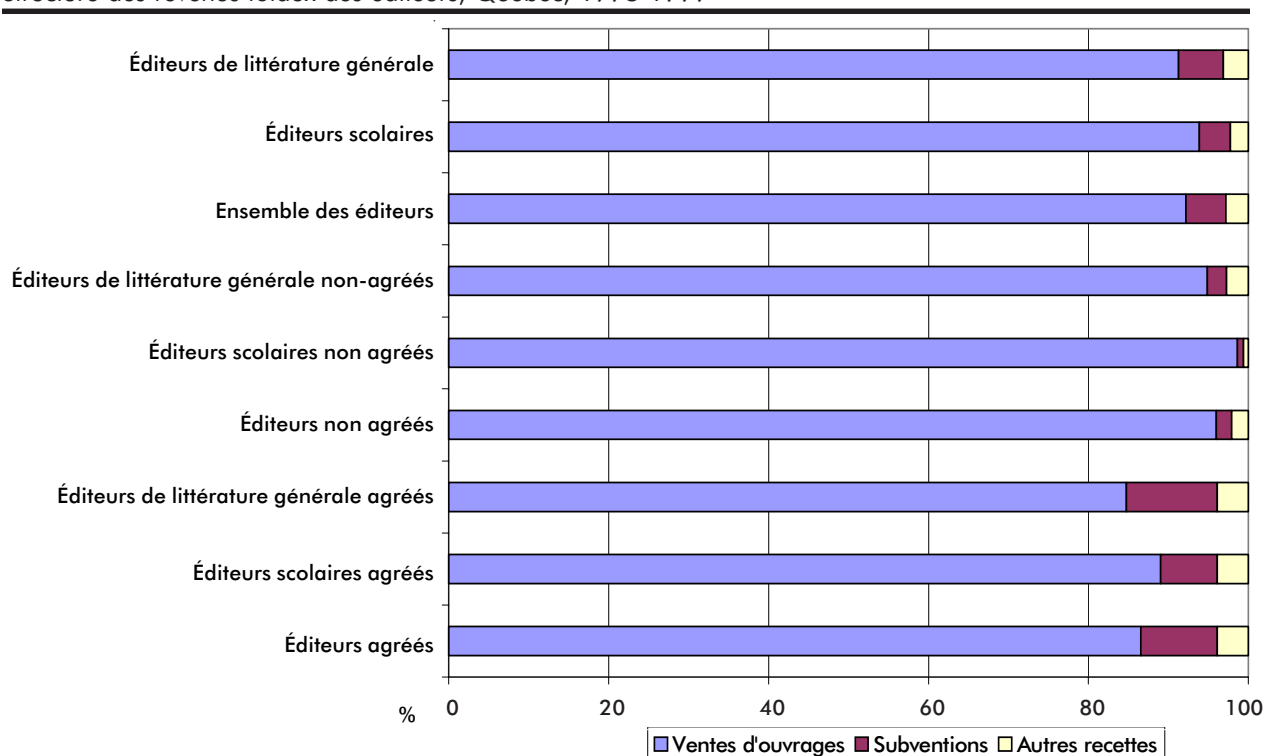


Tableau 5.8
État des revenus et dépenses des éditeurs non agréés¹ selon la catégorie de livres, Québec, 2000-2001

	n	Ensemble des éditeurs		Éditeurs de livres scolaires ²		Éditeurs de littérature générale	
		%	%	%	%		
Nombre		94	...	21	...	73	...
Activités liées à l'édition de livres							
Ventes	k\$	202 637	96,9	71 491	97,2	131 145	96,7
Ventes d'ouvrages	k\$	200 858	96,0	70 569	96,0	130 289	96,1
Ventes de livres	k\$	198 801	95,1	70 495	95,9	128 306	94,6
Ventes d'autres ouvrages ³	k\$	2 057	1,3	74	0,1	1 983	2,0
Ventes de droits	k\$	681	0,3	221	0,3	459	0,3
Autres ventes	k\$	1 097	0,5	701	1,0	397	0,3
Autres recettes d'exploitation	k\$	577	0,3	481	0,7	95	0,1
Subventions	k\$	4 417	2,1	874	1,2	3 543	2,6
Autres revenus	k\$	1 496	0,7	680	0,9	816	0,6
Revenus totaux	k\$	209 127	100,0	73 527	100,0	135 600	100,0
Coût des ventes	k\$	105 066	50,2	35 033	47,6	70 034	51,6
Coût des ouvrages vendus	k\$	90 032	43,1	29 339	39,9	60 693	44,8
Dépenses en droits d'auteur à la suite de ventes	k\$	13 724	6,6	5 468	7,4	8 256	6,1
Coûts des droits achetés	k\$	178	0,1	-	0,0	178	0,1
Coût des autres biens et tous autres coûts liés aux ventes	k\$	1 132	0,5	226	0,3	906	0,7
Frais d'exploitation	k\$	95 185	45,5	29 390	40,0	65 795	48,5
Frais d'édition	k\$	5 422	2,6	2 423	3,3	2 998	2,2
Frais de conception et de production	k\$	1 832	0,9	476	0,6	1 356	1,0
Exécution des commandes, entreposage et expédition	k\$	14 905	7,1	2 725	3,7	12 180	9,0
Marketing ventes promotion et publicité	k\$	30 481	14,6	8 834	12,0	21 647	16,0
Frais d'occupation	k\$	1 901	0,9	825	1,1	1 076	0,8
Frais d'administration	k\$	18 318	8,8	8 484	11,5	9 835	7,3
Amortissement (sans les stocks)	k\$	2 292	1,1	1 763	2,4	529	0,4
Frais de gestion payés à une société affiliée	k\$	1 838	0,9	1 010	1,4	828	0,6
Intérêts et frais bancaires (avant les subventions)	k\$	3 314	1,6	2 401	3,3	913	0,7
Autres frais d'exploitation	k\$	14 882	7,1	450	0,6	14 432	10,6
Dépenses totales	k\$	200 251	95,8	64 423	87,6	135 828	100,2
Marge bénéficiaire des activités liées à l'édition de livres	k\$	8 875	4,2	9 104	12,4	-229	-0,2
Activités non liées à l'édition de livres⁴							
Revenus	k\$	16 033	7,1	62	0,1	15 972	10,5
Dépenses	k\$	14 447	6,4	37	0,1	14 410	9,5
Marge bénéficiaire des activités non liées à l'édition	k\$	1 587	0,7	25	0,0	1 562	1,0
Bénéfice avant impôt et postes extraordinaires	k\$	10 462	4,6	9 129	12,4	1 333	0,9

1. Comprend tous les établissements des groupes du SCACCQ 15204 Éditeurs scolaires, 15205 Éditeurs de littérature générale et 15206 Éditeurs scientifiques et techniques. Sont exclus les établissements des groupes 15202 Éditeurs de musique en feuille et 15203 Éditeur gouvernemental.

2. Désigne les éditeurs dont plus de 50 % des recettes proviennent de la vente de livres destinés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial ou universitaire.

3. Comprend les ventes de matériel audiovisuel, de cédéroms, de livres électroniques, de services en ligne et d'autres ouvrages.

4. Désigne les activités telles que l'édition de périodiques, les services d'impression pour compte d'autrui, la vente de livres en gros (non exclusive) et de périodiques en gros, la vente de livres au détail (excluant les ventes des propres ouvrages sur le site Web de l'éditeur) et autres. Dans cette section, les pourcentages sont calculés sur la base du revenu global des éditeurs (revenu total des activités liées à l'édition de livres plus les revenus des activités non liées à l'édition de livres).

Sources : Ministère de la Culture et des Communications du Québec, rapports d'agrément des éditeurs. Statistique Canada, *Enquête annuelle auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.9
État des revenus et dépenses des éditeurs non agréés¹ selon la catégorie de livres, Québec, 1998-1999

	n	Ensemble des éditeurs		Éditeurs de livres scolaires ²		Éditeurs de littérature générale	
			%		%		%
Nombre	n	123	...	24	...	99	...
Activités liées à l'édition de livres							
Ventes	k\$	226 137	97,3	67 036	98,8	159 101	96,7
Ventes d'ouvrages	k\$	222 910	96,0	66 913	98,6	155 998	94,9
Ventes de livres	k\$	221 946	95,5	66 836	98,5	155 110	94,3
Ventes d'autres ouvrages ³	k\$	965	0,4	77	0,1	887	0,5
Ventes de droits	k\$	3 227	1,4	123	0,2	3 104	1,9
Autres recettes d'exploitation	k\$	1 671	0,7	298	0,4	1 373	0,8
Subventions	k\$	4 489	1,9	517	0,8	3 972	2,4
Revenus totaux	k\$	232 298	100,0	67 851	100,0	164 447	100,0
Coût des ventes	k\$	112 715	48,5	30 103	44,4	82 612	50,2
Coût des ouvrages vendus	k\$	97 336	41,9	23 746	35,0	73 590	44,8
Dépenses en droits d'auteur à la suite de ventes	k\$	12 912	5,6	6 341	9,3	6 571	4,0
Coûts des droits achetés	k\$	2 467	1,1	16	0,0	2 451	1,5
Frais d'exploitation	k\$	113 411	48,8	28 581	42,1	84 830	51,6
Frais d'édition	k\$	3 368	1,5	1 468	2,2	1 901	1,2
Frais de conception et de production	k\$	3 463	1,5	1 080	1,6	2 383	1,4
Exécution des commandes, entreposage et expédition	k\$	19 723	8,5	2 213	3,3	17 510	10,6
Marketing ventes promotion et publicité	k\$	43 992	18,9	8 007	11,8	35 985	21,9
Frais d'occupation	k\$	2 749	1,2	517	0,8	2 232	1,4
Frais d'administration	k\$	22 991	9,9	9 173	13,5	13 818	8,4
Amortissement (sans les stocks)	k\$	3 089	1,3	2 343	3,5	746	0,5
Intérêts et frais bancaires (avant les subventions)	k\$	3 085	1,3	1 116	1,6	1 968	1,2
Autres frais d'exploitation	k\$	10 951	4,7	2 663	3,9	8 287	5,0
Dépenses totales	k\$	226 126	97,3	58 683	86,5	167 442	101,8
Marge bénéficiaire des activités liées à l'édition de livres	k\$	6 172	2,7	9 168	13,5	-2 996	-1,8
Activités non liées à l'édition de livres⁴							
Revenus	k\$	147 300	38,8	x	x	x	x
Dépenses	k\$	132 213	34,8	x	x	x	x
Marge bénéficiaire des activités non liées à l'édition	k\$	15 087	4,0	x	x	x	x
Bénéfice avant impôt et postes extraordinaires	k\$	21 259	5,6	x	x	x	x

1. Comprend tous les établissements des groupes du SCACCQ 15204 Éditeurs scolaires, 15205 Éditeurs de littérature générale et 15206 Éditeurs scientifiques et techniques. Sont exclus les établissements des groupes 15202 Éditeurs de musique en feuille et 15203 Éditeur gouvernemental.

2. Désigne les éditeurs dont plus de 50 % des recettes proviennent de la vente de livres destinés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial ou universitaire.

3. Comprend les ventes de matériel audiovisuel, de cédéroms, de livres électroniques, de services en ligne et d'autres ouvrages.

4. Désigne les activités telles que l'édition de périodiques, les services d'impression pour compte d'autrui, la vente de livres en gros (non exclusive) et de périodiques en gros, la vente de livres au détail (excluant les ventes des propres ouvrages sur le site Web de l'éditeur) et autres. Dans cette section, les pourcentages sont calculés sur la base du revenu global des éditeurs (revenu total des activités liées à l'édition de livres plus les revenus des activités non liées à l'édition de livres).

Sources : Ministère de la Culture et des Communications du Québec, rapports d'agrément des éditeurs. Statistique Canada, *Enquête annuelle auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Les subventions reçues par les éditeurs non agréés

Par définition, les éditeurs non agréés ne reçoivent pas de subvention du gouvernement du Québec. Par contre, certains d'entre eux peuvent être admissibles à des subventions du gouvernement canadien. Il n'en demeure pas moins que le rôle des subventions reste marginal pour les éditeurs non agréés, en particulier les éditeurs scolaires. En 1998-1999, la somme des subventions reçues par les éditeurs non agréés s'élevait à 4,5 millions de dollars, dont 0,5 million aux éditeurs scolaires non agréés et 4,0 millions aux éditeurs de littérature générale non agréés. Cette source de revenu comptait pour 1,9 % du revenu total de l'ensemble des éditeurs non agréés, 0,8 % pour les éditeurs scolaires et 2,4 % pour les éditeurs de littérature générale. En 2000-2001, la situation n'a guère évolué, les subventions représentant 2,1 % du revenu total de l'ensemble des éditeurs non agréés, 1,2 % en ce qui concerne les éditeurs scolaires et 2,6 % quant aux éditeurs de littérature générale.

Les dépenses de l'ensemble des éditeurs

L'évolution des dépenses des éditeurs

Même si la structure des dépenses des éditeurs a peu changé depuis 1993-1994, son évolu-

tion présente une tendance qu'il nous semble important de souligner. Il ressort en effet que les dépenses augmentent dans l'ensemble plus rapidement que les revenus, et que cette croissance est surtout attribuable à l'augmentation des frais d'exploitation liés à la manipulation des livres et à l'administration. Ce phénomène est plus prononcé chez les éditeurs de littérature générale que chez les éditeurs scolaires.

Les dépenses des éditeurs sont divisées en deux grandes catégories : le coût des ventes et les frais d'exploitation. Le coût des ventes est composé du coût des ouvrages vendus, des dépenses en droits d'auteur ainsi que des coûts des droits achetés. Ce dernier poste est négligeable et comptait pour à peine 0,1 % des dépenses totales en 2000-2001. Le coût des ouvrages vendus (42,6 % des dépenses totales) comprend la variation des stocks, les achats et les coûts de production, c'est-à-dire les coûts directs de main-d'œuvre et de sous-traitants relatifs à la fabrication des livres, de même que les coûts de prépublication amortis (conception et édition). Les frais d'exploitation incluent toutes les autres dépenses, tels les frais de commercialisation et d'administration.

L'évolution de la répartition des dépenses montre que la part du coût des ventes décroît régulièrement entre 1993-1994 et 2000-2001. Cette part des dépenses, qui était de 58,4 % en 1993-1994, n'était plus que de 51,2 %

en 2000-2001. Comme la part des dépenses en droits d'auteur est restée à peu près constante (7,8 % des dépenses en 2000-2001 et 8,2 % en 1993-1994), c'est la part des coûts de production qui a sensiblement diminué au cours de cette période.

Parmi les frais d'exploitation, les postes les plus importants sont les frais de marketing, ventes, promotion et publicité, les frais d'administration, ainsi que les frais relatifs à l'exécution des commandes, à l'entreposage et à l'expédition. Ces postes de dépense comptaient respectivement pour 15,4 %, 11,9 % et 7,6 % des dépenses totales en 2000-2001. Les taux de croissance annuels moyens de ces trois postes de dépense de 1993-1994 à 2000-2001, en dollars courants, ont été de 1,5 %, de 4,3 % et de 5,5 %, tandis que le même taux était de 1,7 % pour l'ensemble des dépenses. À titre de comparaison, le taux de croissance annuel moyen des dépenses en droits d'auteur a été de 1,0 % durant cette période. Ce sont donc les dépenses liées aux frais d'administration et, en gros, à la manipulation des livres qui prennent une part de plus en plus grande dans les dépenses des éditeurs.

Cette modeste croissance des dépenses demeure néanmoins supérieure à celle des revenus totaux qui était, rappelons-le, de 0,7 % par année, en moyenne, de 1993-1994 à 2000-2001.

Il s'ensuit que les bénéfices provenant des activités relatives à l'édition de livres diminuent encore plus rapidement que les revenus, en tenant compte de l'inflation.

L'évolution des dépenses selon le marché

L'évolution de la structure des dépenses des éditeurs se comporte différemment selon les marchés. Tandis que, chez les éditeurs scolaires, la part du coût des ventes dans les dépenses totales comptait pour 55,0 % en 1993-1994 et 53,0 % en 2000-2001, elle représentait 59,9 % et 50,2 % des dépenses totales, les mêmes années, chez les éditeurs de littérature générale. La comparaison des taux de croissance annuels moyens de ces dépenses illustre autrement cette inversion de la part du coût des ventes chez ces deux types d'éditeurs. En effet, chez les éditeurs scolaires, ce taux de croissance a été de 3,3 %, tandis qu'il était de - 1,8 % chez les éditeurs de littérature générale. Si l'on tient compte du taux de croissance de l'ensemble des dépenses (3,8 %), on peut dire que la part des coûts de production reste stable chez les éditeurs scolaires, puisque les dépenses en droits d'auteur sont toujours d'environ 10 % des dépenses, quelle que soit l'année d'enquête.

Il en va autrement des éditeurs de littérature générale. Chez ces derniers, la part des dépenses en droits d'auteur est aussi stable que chez les éditeurs scolaires, soit toujours autour de 7 % des

dépenses totales; cependant, la part du coût des ouvrages vendus passe de 52,3 % en 1993-1994 à 41,5 % en 2000-2001. Le taux de croissance annuel moyen de ce poste de dépense est de - 2,6 %, ce qui indique que les éditeurs de littérature générale ont non seulement réduit la part des coûts de production dans leurs dépenses durant cette période, mais qu'ils ont aussi diminué ces dépenses.

Cependant, cette bonne nouvelle s'accompagne d'une moins bonne relativement aux frais d'exploitation. Si les éditeurs scolaires ont eux aussi connu une augmentation des frais d'exploitation supérieure à celle de l'ensemble de leurs dépenses, ce phénomène est beaucoup plus important chez les éditeurs de littérature générale, où le taux de croissance annuel moyen des frais d'exploitation était de 3,8 %, tandis que celui des dépenses totales était de 0,7 %. Chez les éditeurs scolaires, ces taux de croissance sont de 4,5 % et de 3,8 %.

Il existe également des différences notables dans la répartition des frais d'exploitation selon le type d'éditeurs. Les dépenses d'exécution de commandes, d'entreposage et d'expédition sont au moins deux fois plus importantes chez les éditeurs de littérature générale que chez les éditeurs scolaires, soit 8,5 % des dépenses totales (moyenne au cours de la période de 1993-1994 à 2000-2001) chez les éditeurs de littérature générale et 3,9 % chez les éditeurs scolaires. Les

frais d'administration sont toutefois plus importants chez les éditeurs scolaires et comptent pour 14,3 % de leurs dépenses en moyenne, tandis que cette part est de 9,5 % chez les éditeurs de littérature générale. Quant aux frais de marketing, de ventes, de promotion et de publicité, leur part dans les dépenses est plus substantielle chez les éditeurs de littérature générale (moyenne de 17,2 %) que chez les éditeurs scolaires (12,7 %).

Par ailleurs, la comparaison des structures de dépenses entre les éditeurs agréés et non agréés montre peu de différence entre les deux groupes, si ce n'est que la part du coût des ventes était un peu plus grande en 1998-1999, soit 52,3 % chez les éditeurs agréés et 48,5 % chez les éditeurs non agréés. Cette différence s'est complètement résorbée en 2000-2001.

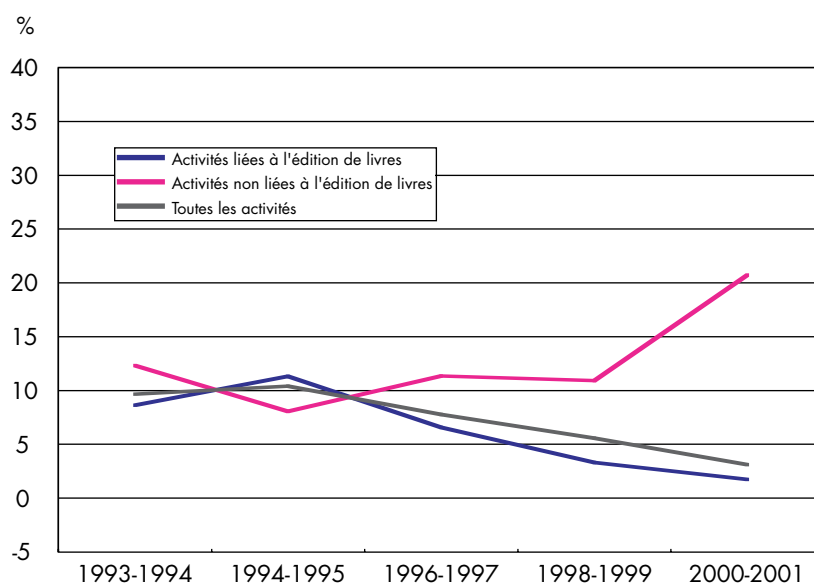
Les marges bénéficiaires des éditeurs

Globalement, depuis 1993-1994, les marges bénéficiaires diminuent constamment. En fait, celles-ci ont légèrement augmenté de 1993-1994 à 1994-1995, passant de 8,6 % à 11,3 %; elles diminuent toutefois régulièrement jusqu'à 1,7 % en 2000-2001. C'est surtout la marge bénéficiaire des activités relatives à l'édition de livres qui a subi les plus fortes baisses, tandis que la marge bénéficiaire des activités non liées à l'édition de livres évoluait de 12,3 % en 1993-1994 à 20,7 % en 2000-2001 (figure 5.2).

Par définition, les activités non liées à l'édition de livres représentent une part plus ou moins importante des revenus, selon les éditeurs. Chez l'ensemble des éditeurs, ces revenus comptaient pour 7,3 % de tous les revenus en 2000-2001. Chez les éditeurs scolaires, ce pourcentage était de 5,1 %, tandis qu'il était de 8,6 % chez les éditeurs de littérature générale. L'effet de ces revenus sur la marge bénéficiaire globale, ou bénéfice avant impôt, demeure donc minime, mais fait la différence entre le profit ou le déficit selon le type d'éditeurs. En effet, chez les éditeurs de littérature générale, les bénéfices de ces activités hors édition, qui représentaient 3,8 % de tous leurs revenus en 1998-1999 et 1,3 % en 2000-2001, leur ont tout juste permis de présenter un bénéfice avant impôt positif de 14,1 millions de dollars et de 2,1 millions pour ces deux années, soit des marges bénéficiaires respectives de 3,4 % et de 0,8 %. En ce qui concerne les éditeurs scolaires, l'apport des bénéfices relatifs à ces activités n'est pas aussi important et demeure inférieur à la marge dégagée par les activités liées à l'édition de livres (figures 5.3 et 5.4).

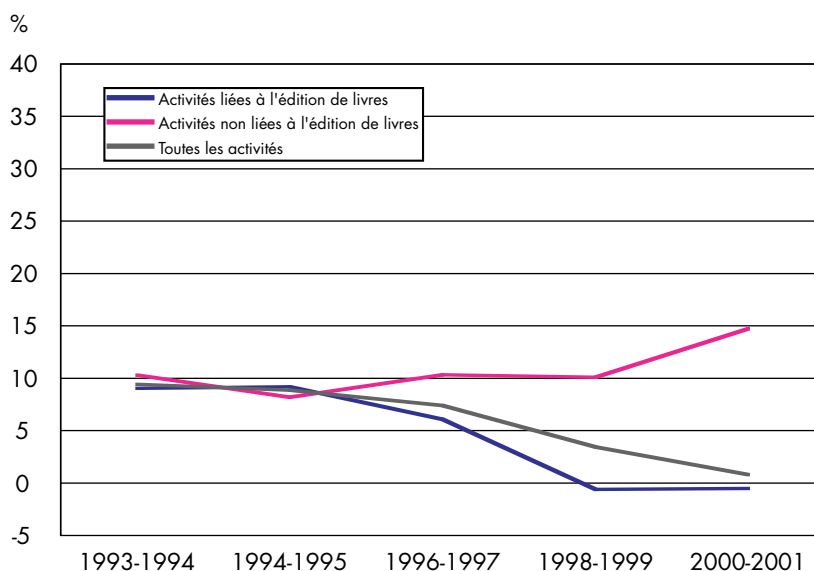
L'évolution des marges bénéficiaires des éditeurs est fort différente selon le marché dans lequel ils sont actifs. Même si la marge bénéficiaire des activités liées à l'édition de livres va en diminuant tant chez les éditeurs scolaires que chez les éditeurs de

Figure 5.2
Évolution de la marge bénéficiaire des éditeurs de livres selon le type d'activité, Québec, 1993-1994 à 2000-2001¹



1. Depuis 1995, l'Enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres a lieu tous les deux ans.

Figure 5.3
Évolution des marges bénéficiaires des éditeurs de littérature générale selon le type d'activité, Québec, 1993-1994 à 2000-2001¹



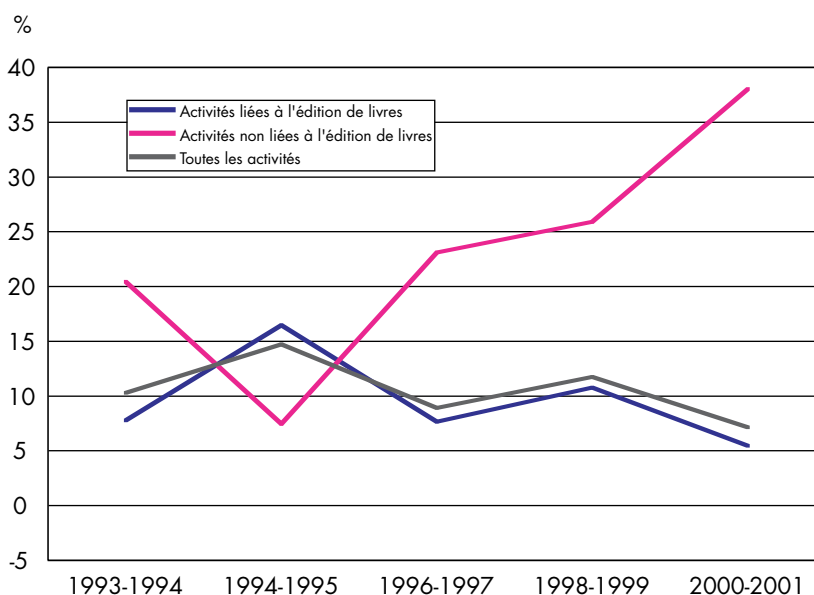
1. Depuis 1995, l'Enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres a lieu tous les deux ans.

littérature générale, cette réduction est notablement moins forte chez les éditeurs scolaires. De 1993-1994 à 2000-2001, cette marge bénéficiaire a chuté de 105,5 %, soit environ 15 % annuellement, chez les éditeurs de littérature générale, tandis qu'elle ne diminuait que de 10,6 % chez les éditeurs scolaires au cours de la même période. En 1993-1994, le bénéfice avant impôt était semblable chez les deux types d'éditeurs, soit de 10,3 % en ce qui concerne les éditeurs scolaires et de 9,4 % quant aux éditeurs de littérature générale. En 2000-2001, l'écart entre les marges bénéficiaires des deux types d'éditeurs s'est considérablement creusé, celles-ci s'élevant à 7,1 % et à 0,8 % respectivement (figures 5.5 et 5.6).

Évidemment, comme dans d'autres industries, la fluctuation des marges bénéficiaires est importante dans l'édition de livres, et il faut souligner que ce sont les années 1998-1999 et 2000-2001 qui ont été particulièrement difficiles pour les éditeurs de littérature générale, tandis que, chez les éditeurs scolaires, seule l'année 2000-2001 est marquée par une importante diminution de la marge bénéficiaire des activités liées à l'édition de livres.

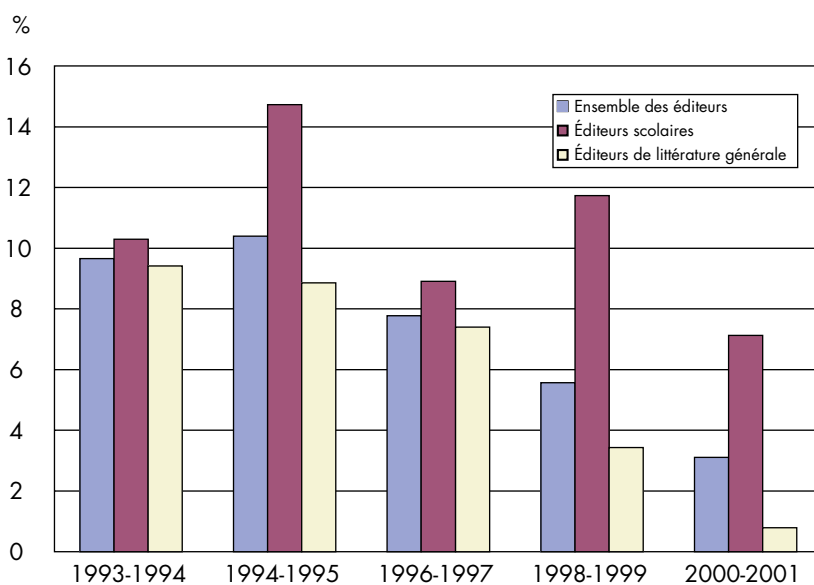
À titre de comparaison, l'évolution de la marge bénéficiaire des cinémas suit une tendance semblable à celle des éditeurs de livres. De 7,6 % qu'elle était en 1997-1998, elle tombe à -5,4 % en 2000-2001 (-5,0 % en 2002-2003), la hausse des

Figure 5.4
Évolution des marges bénéficiaires des éditeurs scolaires selon le type d'activité, Québec, de 1993-1994 à 2000-2001¹



1. Depuis 1995, l'Enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres a lieu tous les deux ans.

Figure 5.5
Évolution de la marge bénéficiaire des éditeurs de livres pour toutes les activités, Québec, de 1993-1994 à 2000-2001¹



1. Depuis 1995, l'Enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres a lieu tous les deux ans.

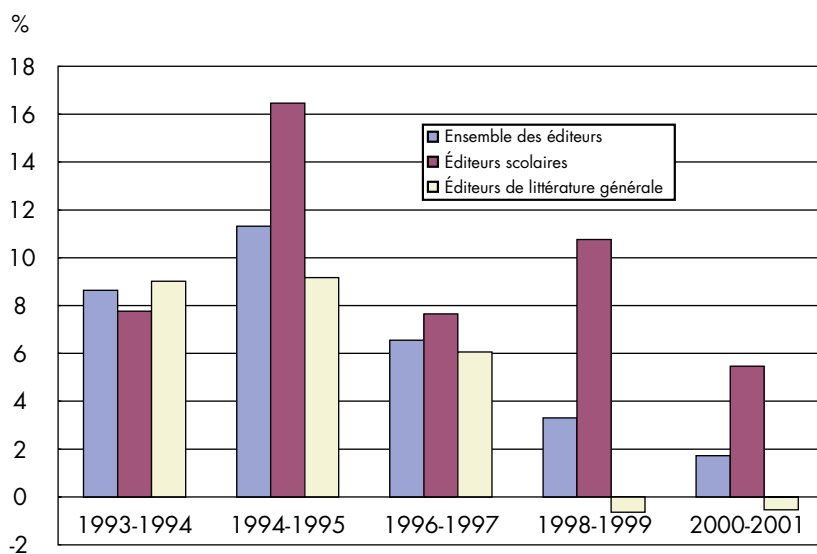
recettes au guichet et au comptoir de friandises ne parvenant pas à compenser la croissance des dépenses¹⁰.

Les marges bénéficiaires des éditeurs selon l'agrément

En ce qui concerne les éditeurs agréés, tant les éditeurs scolaires que les éditeurs de littérature générale ne sont pas parvenus à dégager un bénéfice de leurs activités liées à l'édition de livres en 2000-2001. En effet, l'ensemble des éditeurs agréés présente une perte de 2,2 millions de dollars, soit 1,2 % des revenus totaux liés à l'édition de livres. Cette perte s'établit à 1,2 million de dollars chez les éditeurs scolaires et à 1,0 million chez les éditeurs de littérature générale, soit respectivement 1,6 % et 1,0 % des revenus totaux liés à l'édition de livres.

Même si les éditeurs agréés parviennent à présenter une marge bénéficiaire positive pour toutes leurs activités – soit 1,3 % dans l'ensemble, 2,3 % en ce qui concerne les éditeurs scolaires et 1,6 % quant aux éditeurs de littérature générale –, leur situation semblait plus précaire que celle des éditeurs non agréés. Parmi ces derniers, seuls les éditeurs de littérature générale présentaient un déficit au chapitre des activités liées à l'édition de livres, soit une perte de 0,2 % des revenus provenant de ces activités. Globalement, les éditeurs non agréés

Figure 5.6
Évolution de la marge bénéficiaire des éditeurs de livres pour les activités liées à l'édition, de Québec, 1993-1994 à 2000-2001¹



1. Depuis 1995, l'Enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres a lieu tous les deux ans.

ont dégagé un bénéfice avant impôt de 4,6 %, les éditeurs scolaires, de 12,4 %, et les éditeurs de littérature générale, de 0,9 %.

En ce qui regarde l'année 1998-1999, il ne nous est pas possible de fournir des renseignements aussi détaillés à cause du caractère confidentiel des données sur les activités non liées à l'édition de livres des éditeurs scolaires. En ce qui concerne l'ensemble des éditeurs agréés toutefois, l'année 1998-1999 a été bien meilleure que 2000-2001, puisque la marge bénéficiaire des activités liées à l'édition de livres a été de 4,2 %, tandis que le bénéfice avant impôt s'est établi à 9,6 millions de dollars, soit 5,5 % de tous les

revenus. Enfin, signalons que la marge bénéficiaire des activités liées à l'édition de livres des éditeurs scolaires agréés était de 7,9 % et de 1,5 % quant aux éditeurs de littérature générale agréés.

Si, dans l'ensemble, les éditeurs non agréés ont retiré une marge bénéficiaire moins importante en 1998-1999 que les éditeurs agréés, le contraste est plus prononcé entre les deux types d'éditeurs. Ainsi, la marge bénéficiaire des activités liées à l'édition de livres des éditeurs scolaires non agréés était de 13,5 %, tandis qu'elle s'établissait à -1,8 % chez les éditeurs de littérature générale. Pour ce

10. Source : Statistique Canada, *Enquête sur les cinémas*, 2002 (87F0009XIF).

qui est de l'ensemble des éditeurs agréés, le bénéfice avant impôt, pour cette même année, était de 9,6 millions de dollars, soit 5,5 % de tous les revenus, tandis que ce bénéfice était de 21,3 millions, soit 5,6 % de tous les revenus.

Les exportations des maisons d'édition

En 2000-2001, la somme des exportations de livres par les éditeurs du Québec s'élevait à 53 millions de dollars (tableaux 5.10 et 5.11). Ces exportations comptaient pour 15,0 % de tou-

tes les ventes d'ouvrages. Depuis 1993-1994 toutefois, les ventes à l'extérieur du Canada, de même que la part de ces ventes dans les revenus totaux, sont en décroissance. Ainsi, au début de cette période, la somme des exportations de livres s'élevait à 69 millions de dollars et représentait 19,4 % des ventes de livres. Le taux de croissance annuel moyen des exportations est donc négatif durant cette période, soit de -3,8 %. La situation est cependant meilleure pour ce qui concerne l'exportation de livres scolaires, qui a connu un taux de croissance de 5,5 % annuellement en moyenne.

Quant aux éditeurs scolaires toutefois, les exportations représentent une portion minime de leurs ventes, soit 1,1 % en 2000-2001.

La ventilation des exportations de livres, selon l'agrément ou non des éditeurs, révèle des différences notables à ce chapitre entre ces deux types d'éditeurs. En effet, en 1998-1999, les exportations des éditeurs agréés représentaient 28,1 % de toutes les exportations de livres et cette activité comptait pour 9,8 % de leurs ventes de livres. Chez les éditeurs non agréés, les exportations représentaient 18,8 % de

Tableau 5.10
Exportations des éditeurs¹ selon la catégorie de livres, Québec, 2000-2001

	Unité	Ensemble des éditeurs		Éditeurs de livres scolaires ²		Éditeurs de littérature générale	
		k\$	%	k\$	%	k\$	%
Tous les éditeurs	k\$	52 612	100,0	3 758	100,0	48 854	100,0
Nombre d'éditeurs	n	237	...	55	...	182	...
Propres ouvrages de l'éditeur	k\$	51 973	98,7	3 713	98,8	48 259	98,7
Ouvrages scolaires	k\$	3 974	7,7	3 465	92,1	509	1,2
Ouvrages de littérature générale	k\$	47 999	91,0	249	6,7	47 750	97,5
Ventes de droits à l'étranger	k\$	640	1,3	45	1,2	595	1,3
Éditeurs agréés	k\$	14 761	100,0	2 092	100,0	12 669	100,0
Nombre d'éditeurs	n	143	...	34	...	109	...
Propres ouvrages de l'éditeur	k\$	14 274	96,7	x	x	x	x
Ventes de droits à l'étranger	k\$	487	3,3	x	x	x	x
Éditeurs non agréés	k\$	37 851	100,0	1 666	100,0	36 185	100,0
Nombre d'éditeurs	n	94	...	21	...	73	...
Propres ouvrages de l'éditeur	k\$	37 699	99,6	x	x	x	x
Ventes de droits à l'étranger	k\$	152	0,4	x	x	x	x

1. Comprend tous les établissements des groupes du SCACCQ 15204 Éditeurs scolaires, 15205 Éditeurs de littérature générale et 15206 Éditeurs scientifiques et techniques. Sont exclus les établissements des groupes 15202 Éditeurs de musique en feuille et 15203 Éditeur gouvernemental.

2. Désigne les éditeurs dont plus de 50 % des recettes proviennent de la vente de livres destinés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial ou universitaire.

Sources : Ministère de la Culture et des Communications du Québec, rapports d'agrément des éditeurs. Statistique Canada, *Enquête annuelle auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.11
Exportations des éditeurs¹ selon la catégorie de livres, Québec, 1998-1999

	Unité	Ensemble des éditeurs		Éditeurs de livres scolaires ²		Éditeurs de littérature générale	
			%		%		%
Tous les éditeurs	k\$	64 346	100,0	6 074	100,0	58 271	100,0
Nombre d'éditeurs	n	239	...	54	...	185	...
Propres ouvrages de l'éditeur	k\$	59 898	93,1	5 984	98,5	53 914	92,5
Ouvrages scolaires	k\$	6 833	10,6	5 716	94,1	1 117	1,9
Ouvrages de littérature générale	k\$	53 065	82,5	267	4,4	52 797	90,6
Ventes de droits à l'étranger	k\$	4 448	6,9	91	1,5	4 357	7,5
Éditeurs agréés	k\$	16 817	100,0	4 392	100,0	12 425	100,0
Nombre d'éditeurs	n	116	...	30	...	86	...
Éditeurs non agréés	k\$	47 529	100,0	1 682	100,0	45 847	100,0
Nombre d'éditeurs	n	123	...	24	...	99	...

1. Comprend tous les établissements des groupes du SCACCQ 15204 Éditeurs scolaires, 15205 Éditeurs de littérature générale et 15206 Éditeurs scientifiques et techniques. Sont exclus les établissements des groupes 15202 Éditeurs de musique en feuille et 15203 Éditeur gouvernemental.

2. Désigne les éditeurs dont plus de 50 % des recettes proviennent de la vente de livres destinés à l'enseignement primaire, secondaire, collégial ou universitaire.

Sources : Ministère de la Culture et des Communications du Québec, rapports d'agrément des éditeurs. Statistique Canada, *Enquête annuelle auprès des éditeurs et des diffuseurs exclusifs de livres*.

Compilation : Institut de la statistique, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

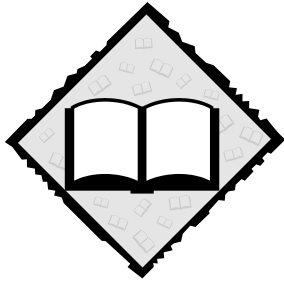
leurs ventes d'ouvrages. Si le niveau des exportations était plus élevé en 1998-1999, la répartition de celles-ci entre éditeurs agréés et non agréés demeurerait semblable, les éditeurs agréés ayant effectué 26,1 % des exportations. Ces dernières représentaient 12,4 % de leurs ventes d'ouvrages, tandis que cette activité comptait pour 21,3 % des ventes d'ouvrages des éditeurs non agréés.

Conclusion

En résumé, nous pouvons dire que la situation des éditeurs, dans l'ensemble, s'est détériorée depuis le milieu des années 1990. Les problèmes apparaissent particulièrement aigus chez les éditeurs de littérature générale et, surtout, chez ceux qui ne sont pas agréés. Les éditeurs scolaires, de leur côté, paraissent avoir élaboré des stratégies

efficaces afin de pallier la baisse de revenu qui les a atteints, quoique à un moindre degré que les éditeurs de littérature générale.

Dans ce contexte de baisse constante des ventes au cours de cette période, l'apport des pouvoirs publics demeure nécessaire au maintien de l'industrie québécoise de l'édition de livres.



CHAPITRE 6

L'ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE LIVRES QUÉBÉCOIS, 1971-2002

Benoit Allaire

Le présent chapitre a pour objectif de dresser un portrait synthétique de l'évolution de l'offre de livres québécois au cours des trois dernières décennies. Nous définissons ici les livres québécois comme ceux qui sont déposés conformément à la Loi sur le dépôt légal. Il s'agit d'une description de l'édition québécoise plutôt que d'un portrait de l'ensemble de l'offre de livres au Québec. En effet, ce dernier objet nous apparaissait peu intéressant, car il est aujourd'hui possible de se procurer aisément à peu près n'importe quel titre publié de par le monde. Cette description tente donc de cerner les tendances caractéristiques de l'édition québécoise de livres, d'abord quant au nombre de titres et aux tirages, mais aussi sur le plan plus qualitatif où est abordée l'évolution de l'édition selon les genres de livres.

Bien que les données présentées ici ne soient pas strictement comparables avec les données sur la

production des éditeurs exposées au chapitre précédent, elles permettent d'approfondir notre connaissance de l'évolution de cette production sur une longue durée et à propos du contenu symbolique de ces objets culturels.

Considérées comme des données de production de l'édition québécoise de livres, celles de la Bibliothèque nationale du Québec (BNQ) que nous avons utilisées pour ce chapitre sont plus fiables que les données de Statistique Canada quant au nombre de titres édités. Le nombre d'éditions et de rééditions compilé par Statistique Canada sous-estime sensiblement la production des années antérieures à 1996-1997, puisque les maisons d'édition ayant un chiffre d'affaires inférieur à 50 000 \$ étaient exclues de l'enquête. De même, en ce qui a trait à l'année 1996-1997, l'enquête de Statistique Canada auprès des éditeurs de livres n'a pas inclus plusieurs éditeurs qui étaient pourtant actifs et qui font partie de l'enquête à partir de

1998-1999. Comme nous l'avons expliqué précédemment, ces modifications de l'univers d'enquête ont peu d'incidence sur les statistiques financières, puisque le chiffre d'affaires des établissements absents était minime. Il peut en être autrement quant au nombre de titres, car un petit éditeur est fort capable de publier plusieurs titres à faible tirage et vendus en très petit nombre. Cette sous-estimation se fait sentir principalement lorsque l'on tente de comparer les taux de croissance calculés à partir des deux sources de données. Le taux de croissance du nombre de titres selon Statistique Canada est plus élevé que celui que l'on calcule à partir des données de la BNQ à cause de la sous-estimation des premières années de l'enquête de Statistique Canada.

Le lecteur prendra note également que les statistiques annuelles de la BNQ se réfèrent à l'année civile, tandis que les données de l'enquête de Statistique Canada portent sur l'année

financière des entreprises. De plus, la définition de « livre » utilisée par Statistique Canada est plus floue que celle de la BNQ. En effet, Statistique Canada considère comme un livre un imprimé non périodique d'au moins 49 pages – mais dont le nombre

de pages peut être inférieur s'il s'agit d'un recueil de poésie ou d'un livre pour la jeunesse – et, selon la question de l'enquête, s'il « constitue un livre selon vous ». Les bandes audio, les cédéroms et les livres électroniques sont également considérés comme des livres.

Hausse rapide du nombre de titres et stagnation

En 1972, le nombre de titres de livres déposés était de 1 889, tandis qu'on atteignait 6 000 titres en 2002. Comme l'illustre le tableau 6.1, il s'agit là d'une

Tableau 6.1
Statistiques principales de l'édition de livres, Québec, 1972-2002

	Titres n	Exemplaires k	Tirages moyens	Titres par 100 k habitants n	Exemplaires par habitant
1972	1 889	7 377	3 905	31	1,2
1973	2 058	7 177	3 487	33	1,2
1974	2 174	7 410	3 408	35	1,2
1975	1 779	5 321	2 991	28	0,8
1976	2 446	8 986	3 674	38	1,4
1977	2 473	6 912	2 795	38	1,1
1978	2 829	8 586	3 035	44	1,3
1979	3 128	9 761	3 121	48	1,5
1980	3 464	12 288	3 547	53	1,9
1981	4 232	12 598	2 977	65	1,9
1982	4 336	12 777	2 947	66	1,9
1983	3 852	9 768	2 536	58	1,5
1984	4 332	10 933	2 524	65	1,6
1985	3 913	9 629	2 461	59	1,4
1986	4 390	8 490	1 934	65	1,3
1987	4 219	9 479	2 247	62	1,4
1988	4 532	10 468	2 310	66	1,5
1989	5 207	10 320	1 982	75	1,5
1990	4 876	10 151	2 082	70	1,4
1991	4 900	10 842	2 213	69	1,5
1992	5 456	15 402	2 823	77	2,2
1993	5 614	18 670	3 326	78	2,6
1994	6 049	20 698	3 422	84	2,9
1995	5 726	13 871	2 422	79	1,9
1996	6 008	13 625	2 268	83	1,9
1997	5 842	11 574	1 981	80	1,6
1998	5 968	10 191	1 708	81	1,4
1999	5 755	9 536	1 657	78	1,3
2000	6 041	9 999	1 655	82	1,4
2001	6 127	10 670	1 741	83	1,4
2002	6 000	10 294	1 716	81	1,4
			%		
TCAM ¹ 1972-2002	3,9	1,1	-2,7	3,3	0,5
TCAM 1972-1994	5,4	4,8	-0,6	4,7	4,1
TCAM 1994-2002	-0,1	-8,4	-8,3	-0,5	-8,7

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Bibliothèque nationale du Québec. *Statistiques de l'édition* pour les années 1972 à 2000. Les données de 2001 et 2002 proviennent d'une compilation spéciale et présentent des données révisées par rapport à celles qui ont été publiées antérieurement par la BNQ pour ces deux années.

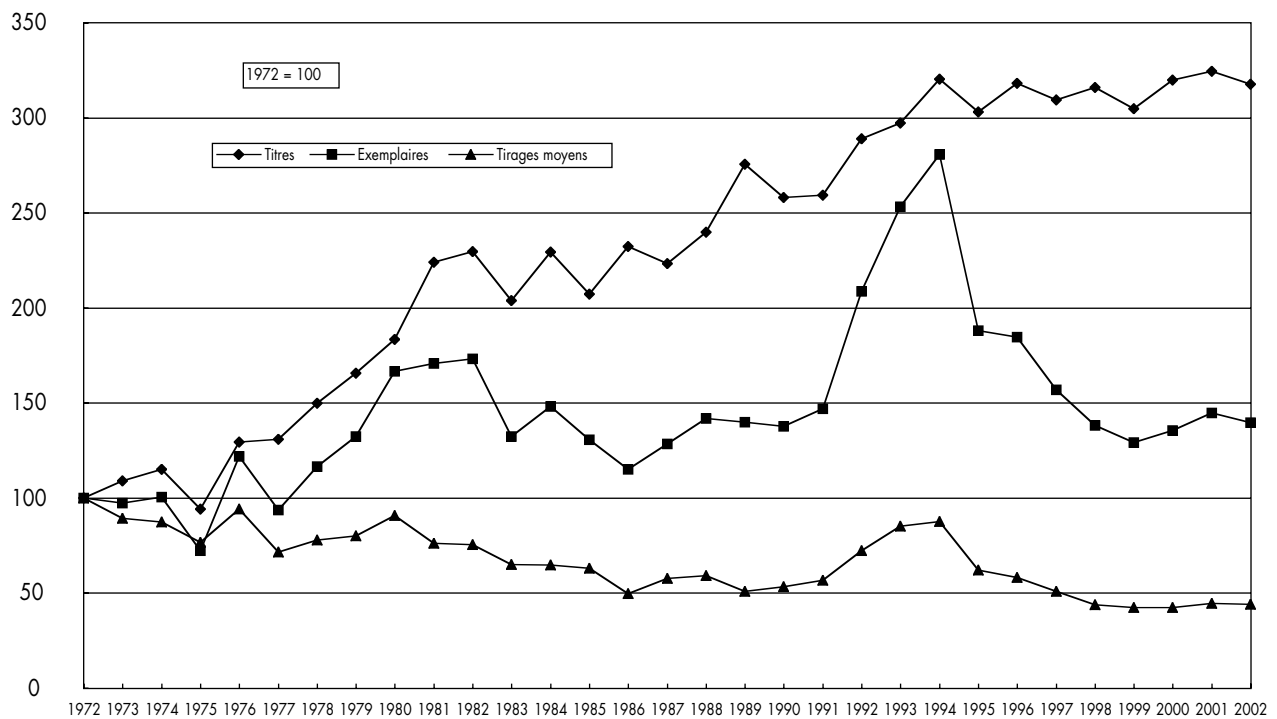
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

croissance notable, dont le taux annuel moyen est de 3,9%. Cette progression n'est toutefois pas constante et, outre les variations annuelles normales, les périodes 1972-1994 et 1994-2002 montrent des rythmes de développement fort différents (figure 6.1). Ainsi, le taux de croissance annuel moyen de la première période est de 5,4%, tandis qu'il est de -0,1% pour ce qui est de la seconde. Les causes de ce ralentissement marqué ne peuvent être déterminées

à partir des seules données de production, mais nous savons déjà que la stagnation des revenus des éditeurs, que nous avons constatée au chapitre précédent, peut expliquer en bonne partie les hésitations de ceux-ci à lancer davantage de nouveaux produits. Par ailleurs, il est possible que le marché ait atteint un certain seuil de maturité et que l'ensemble de la filière du livre ne puisse être en mesure d'absorber plus de nouveautés.

Bien que les statistiques de la BNQ à propos du nombre d'exemplaires ne tiennent pas compte des réimpressions, il est intéressant d'en suivre l'évolution, d'autant plus que, selon les données de Statistique Canada, le rapport entre le nombre de réimpressions et le nombre d'éditions est assez constant depuis 1988-1989. Ce rapport est en moyenne de 90,4%¹, c'est-à-dire que l'on compte environ 90 réimpressions pour 100 éditions ou rééditions.

Figure 6.1
Indices d'évolution des titres¹, des exemplaires et des tirages moyens, Québec, 1972-2002



1. Publications non périodiques d'au moins 49 pages reçues en dépôt légal. Comprend les éditions originales et les rééditions. Les réimpressions sont exclues.

1. Coefficient de variation = 6,2%.

L'évolution du nombre d'exemplaires produits au cours de la période 1972-2002 suit une tendance fort différente de celle du nombre de titres². Pour toute la période, son taux de croissance annuel moyen est de 1,1 %, tandis qu'il est de 4,8 % pour la période 1972-1994 et de -8,4 % pour la période 1995-2002. Ce taux est toutefois fortement influencé par le tirage exceptionnel de certains titres de la catégorie « cuisine et hôtellerie ». Le même taux calculé pour la période 1995-2002 est de -4,2 %. Donc, en ce qui a trait au nombre d'exemplaires produits, nous pouvons plutôt parler de décroissance depuis 1994, année où les éditeurs québécois ont produit un record de 20,7 millions de livres.

Logiquement, il s'ensuit que les tirages moyens ont continuellement diminué au cours de la période, le taux de croissance annuel moyen étant de -2,7 %. Ce taux était toutefois également négatif entre 1972 et 1994, soit -0,6 %, tandis qu'il était de -4,8 % pour la période 1995-2002. La baisse des tirages moyens devient donc tangible à partir du milieu des années 1990.

En tenant compte de la taille du marché auquel s'adresse cette

production, autrement dit l'ensemble de la population québécoise, on constate que le nombre de titres édités par 100 000 habitants, qui était de 31 en 1972, a grimpé à 81 en 2002. Cette croissance présente un profil similaire à celui de la production, tout en affichant un taux de croissance annuel moyen très légèrement inférieur, soit 3,3 %. Le même constat s'impose en ce qui concerne la comparaison entre l'évolution du nombre d'exemplaires par 100 000 habitants et celle du nombre total d'exemplaires. En 2002, le nombre d'exemplaires (1,4) par 100 000 habitants est fort semblable à celui de 1972, soit 1,2. Rappelons que l'apparente frénésie des éditeurs qui semble caractériser la période qui s'étend de 1992 à 1994 est entièrement due à l'explosion du nombre d'exemplaires dans la catégorie des livres de cuisine et d'hôtellerie.

Édition commerciale et édition gouvernementale : une évolution contrastée

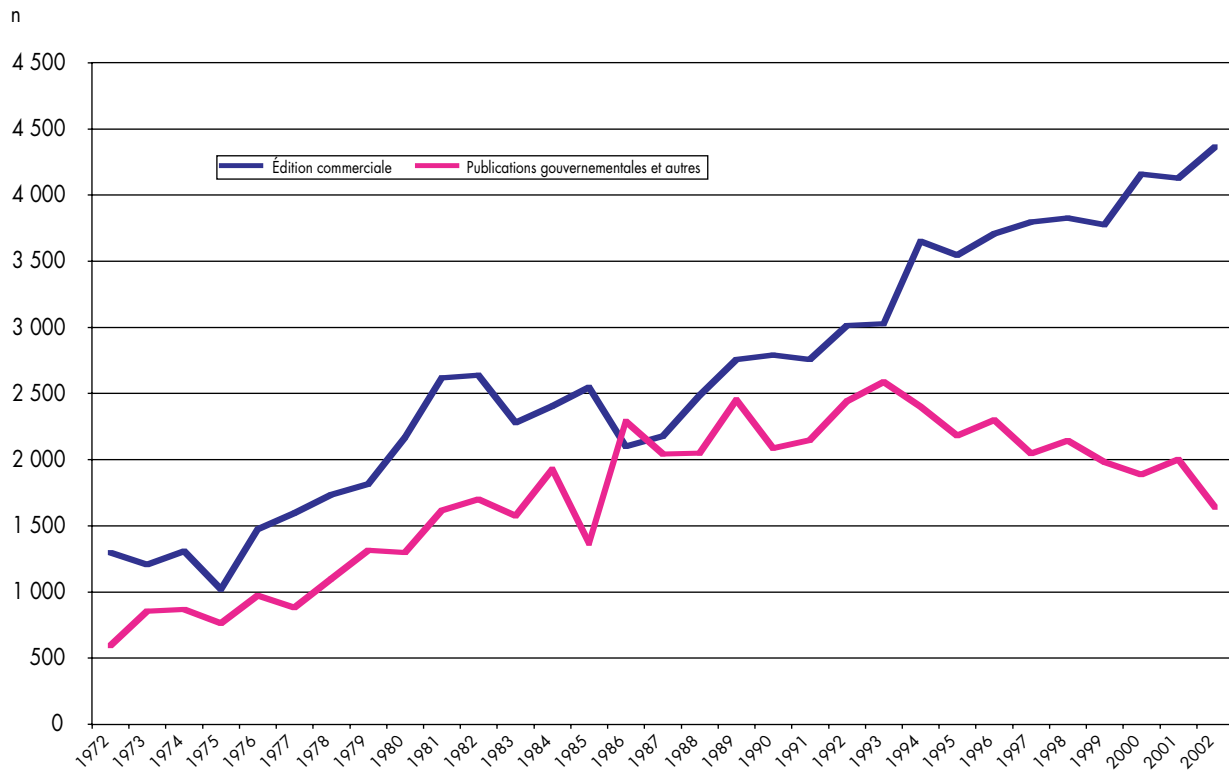
La prise en compte du secteur où œuvrent les éditeurs permet de mieux comprendre la stagnation observée à partir du milieu des années 1990. Comme l'illustre

la figure 6.2, cette stagnation est principalement attribuable à la décroissance du nombre de publications des gouvernements, des maisons d'enseignement et autres, tandis que le nombre de publications des éditeurs commerciaux continue d'augmenter régulièrement.

C'est également ce que révèle la comparaison des taux de croissance annuels moyens des deux types d'éditeurs (tableau 6.2). Pour ce qui regarde toute la période 1972-2002, ces taux sont semblables. En effet, le taux de croissance du nombre de titres publiés par les éditeurs commerciaux est de 4,0 %, tandis qu'il est de 3,5 % quant aux publications des autres éditeurs. Cependant, les taux de croissance selon les périodes sont fort différents. Ainsi, pour la période 1972-1994, ce taux est de 4,8 % chez les éditeurs commerciaux et de 6,6 % chez les autres. Le taux de croissance annuel moyen est donc plus élevé pour ce qui est des publications des éditeurs gouvernementaux. Au cours de la période subséquente, soit 1994-2002, la situation s'inverse : le taux de croissance diminue à 1,7 % chez les éditeurs commerciaux et il chute fortement à -4,7 % chez les autres éditeurs.

2. Il faut prendre note que les données relatives au nombre d'exemplaires sont sous-estimées, puisque certains éditeurs omettent cette information dans le formulaire de dépôt légal. Il est impossible de savoir si cette sous-estimation est constante durant toute la période mais, selon la BNQ, il semblerait que cette coutume se soit quelque peu accentuée ces dernières années, car certains éditeurs estiment dorénavant que cette information fait partie du secret commercial. Il en va donc de même des données concernant les tirages moyens. Par exemple, en 2002, le tirage moyen est de 2 149 exemplaires lorsque calculé en fonction des seuls titres dont le nombre d'exemplaires est connu, au lieu de 1 716 exemplaires comme le mentionne le tableau 6.1.

Figure 6.2
 Comparaison entre l'évolution du nombre de titres de livres produits par les éditeurs commerciaux et celle des autres éditeurs, Québec, 1972-2002



Conséquemment, la part des éditeurs commerciaux dans la production de livres en 2002, soit 69,4 %, a atteint et dépassé celle de 1972 qui était de 68,7 %, après avoir connu des reculs importants, surtout dans la deuxième moitié des années 1980. Par exemple, en 1986, les titres de livres édités par les éditeurs commerciaux ne représentaient que 47,8 % de tous les titres produits au cours de l'année.

À titre de comparaison, il est intéressant de noter que le nombre de titres de l'édition commerciale par 100 000 habitants au Québec est supérieur à celui de la France. En effet, ce nombre est passé, de 1983 à 2000, de 35 à 56 titres au Québec, tandis qu'il a grimpé de 25 à 47 titres en France au cours de la même

période. En revanche, le nombre d'exemplaires par habitant est beaucoup plus élevé en France, soit de 3,8 en 1998 et de 4,1 en 2000, tandis qu'il était, au Québec, de 1,0 et de 1,2 au cours des mêmes années³. Ces chiffres illustrent bien à quel point les économies d'échelle sont réduites pour les éditeurs québécois comparativement à ce que connaissent les éditeurs français.

3. Données françaises : Syndicat national de l'édition, *Statistiques de la culture. Chiffres clés*, ministère de la Culture et de la Communication, 1994 et 2002/2003 pour les données sur l'édition et INSEE pour les chiffres sur la population.

Tableau 6.2
Statistiques principales de l'édition commerciale de livres,
Québec, 1972-2002

	Titres	Exemplaires	Tirages moyens	Titres par 100 k habitants	Exemplaires par habitant
	n	k		n	
1972	1 297	4 626	3 567	21	0,7
1973	1 206	3 976	3 297	19	0,6
1974	1 307	4 961	3 796	21	0,8
1975	1 018	3 084	3 029	16	0,5
1976	1 473	5 032	3 416	23	0,8
1977	1 594	4 899	3 073	25	0,8
1978	1 732	5 548	3 203	27	0,9
1979	1 816	6 065	3 340	28	0,9
1980	2 168	7 950	3 667	33	1,2
1981	2 617	9 483	3 624	40	1,4
1982	2 638	9 233	3 500	40	1,4
1983	2 278	6 540	2 871	35	1,0
1984	2 405	6 617	2 751	36	1,0
1985	2 547	6 163	2 420	38	0,9
1986	2 100	6 439	3 067	31	1,0
1987	2 178	7 563	3 473	32	1,1
1988	2 484	8 843	3 560	36	1,3
1989	2 757	8 404	3 049	40	1,2
1990	2 790	8 242	2 954	40	1,2
1991	2 755	8 985	3 261	39	1,3
1992	3 014	12 563	4 168	42	1,8
1993	3 028	17 209	5 683	42	2,4
1994	3 649	18 621	5 103	51	2,6
1995	3 546	12 098	3 412	49	1,7
1996	3 708	10 061	2 713	51	1,4
1997	3 796	10 548	2 779	52	1,4
1998	3 825	8 889	2 324	52	1,2
1999	3 775	8 317	2 203	51	1,1
2000	4 157	8 871	2 134	56	1,2
2001	4 063	8 884	2 187	55	1,2
2002	4 166	9 581	2 300	56	1,3
			%		
TCAM ¹ 1972-2002	4,0	2,5	-1,5	3,3	1,8
TCAM 1972-1994	4,8	6,5	1,6	4,1	5,8
TCAM 1994-2002	1,7	-8,0	-9,5	1,3	-8,3

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Bibliothèque nationale du Québec. *Statistiques de l'édition* pour les années 1972 à 2000. Les données de 2001 et 2002 proviennent d'une compilation spéciale et présentent des données révisées par rapport à celles qui ont été publiées antérieurement par la BNQ pour ces deux années.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Évolution selon le genre des livres

Les statistiques de la BNQ permettent aussi de tracer l'évolution de l'édition québécoise selon le contenu, c'est-à-dire selon le genre des livres. Cependant, il est impossible de dresser le portrait de cette évolution depuis 1972 comme nous l'avons fait pour l'ensemble de l'édition dans la partie précédente, puisque la BNQ a changé la classification utilisée pour compiler les statistiques de l'édition. En effet, depuis les premières statistiques de 1968 jusqu'en 1985, la BNQ utilisait une classification correspondant aux normes de l'Unesco. À partir de 1986, cette classification a été remplacée par celle de la Library of Congress. Nous avons donc limité notre analyse aux données de la période 1986-2002.

La classification utilisée par la BNQ pour ses statistiques sur l'édition comporte 20 catégories éclatées en 66 sous-catégories. L'extrême variation du nombre de titres publiés chaque année dans chaque sous-catégorie et catégorie nous a conduits à réunir ces catégories en cinq grands groupes. Cette agrégation permet de limiter l'effet des variations extrêmes tout en facilitant l'interprétation des données. Comme le montre le tableau 6.3, ces grands groupes sont *Philosophie, psychologie et religion*; *Sciences*

sociales et humaines; *Musique et beaux-arts*; *Langue et littérature*; *Sciences et technologies*. Le tableau 6.3 décline la composition des groupes. Il s'agit de regrou-

pements arbitraires qui n'ont d'autre but que de permettre une vision plus synthétique de l'évolution de l'édition de livres.

Tableau 6.3
Répartition du nombre de titres par catégorie de sujets, Québec, 2002

	n	%
Philosophie, psychologie, religion	589	9,8
Sciences sociales et humaines	2 283	38,1
Histoire, sciences auxiliaires	268	4,5
Histoire, sauf Amérique	50	0,8
Histoire de l'Amérique	41	0,7
Histoire Canada Québec	217	3,6
Géographie Anthropologie	166	2,8
Sciences sociales	890	14,8
Science politique	66	1,1
Droit	243	4,1
Éducation	302	5,0
Ouvrages généraux	9	0,2
Bibliographie	31	0,5
Musique et beaux-arts	167	2,8
Musique	48	0,8
Beaux-arts	119	2,0
Langue et littérature	1 674	27,9
Sciences et technologies	1 287	21,5
Sciences	406	6,8
Médecine	405	6,8
Agriculture	104	1,7
Technologies	367	6,1
Science militaire et navale	5	0,1
Total	6 000	100,0

Source : Bibliothèque nationale du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.



BNQ Pierre Perreault

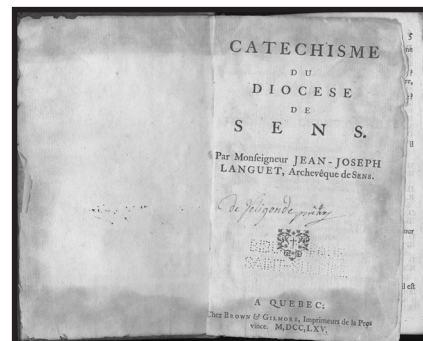
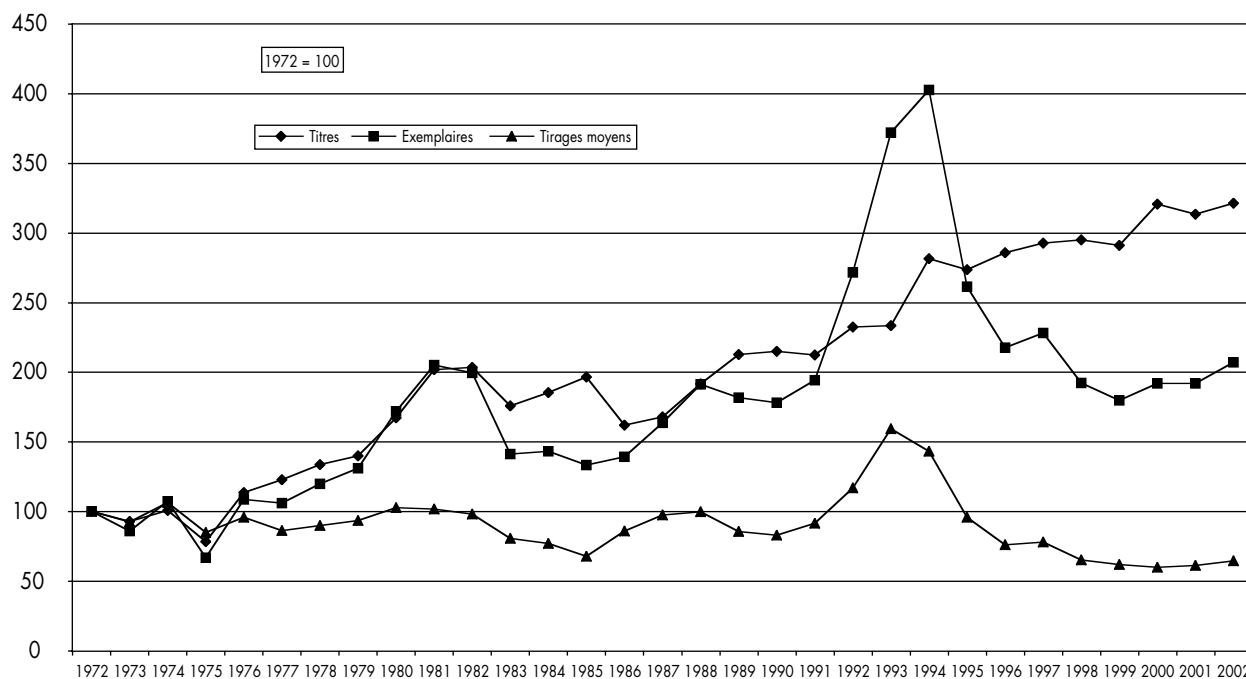


Figure 6.3
Indices d'évolution des titres¹, des exemplaires et des tirages moyens de l'édition commerciale, Québec, 1972-2002



1. Publications non périodiques d'au moins 49 pages reçues en dépôt légal. Comprend les éditions originales et les rééditions. Les réimpressions sont exclues.

La figure 6.4 illustre l'évolution des grandes catégories éditoriales ainsi que leur part dans l'ensemble de la production. Bien que toutes les grandes catégories aient connu une croissance de leur nombre de titres, il est évident que certaines ont fini par être plus favorisées que d'autres. Ainsi en 1986, les livres de sciences humaines et sociales représentaient près de la moitié de toute la production éditoriale, soit 48,5 %, tandis que la catégorie *Langue et littérature* ne comprenait que 18,8 % de cette production (tableau 6.4). La situation était radicalement différente en 2002, quand la

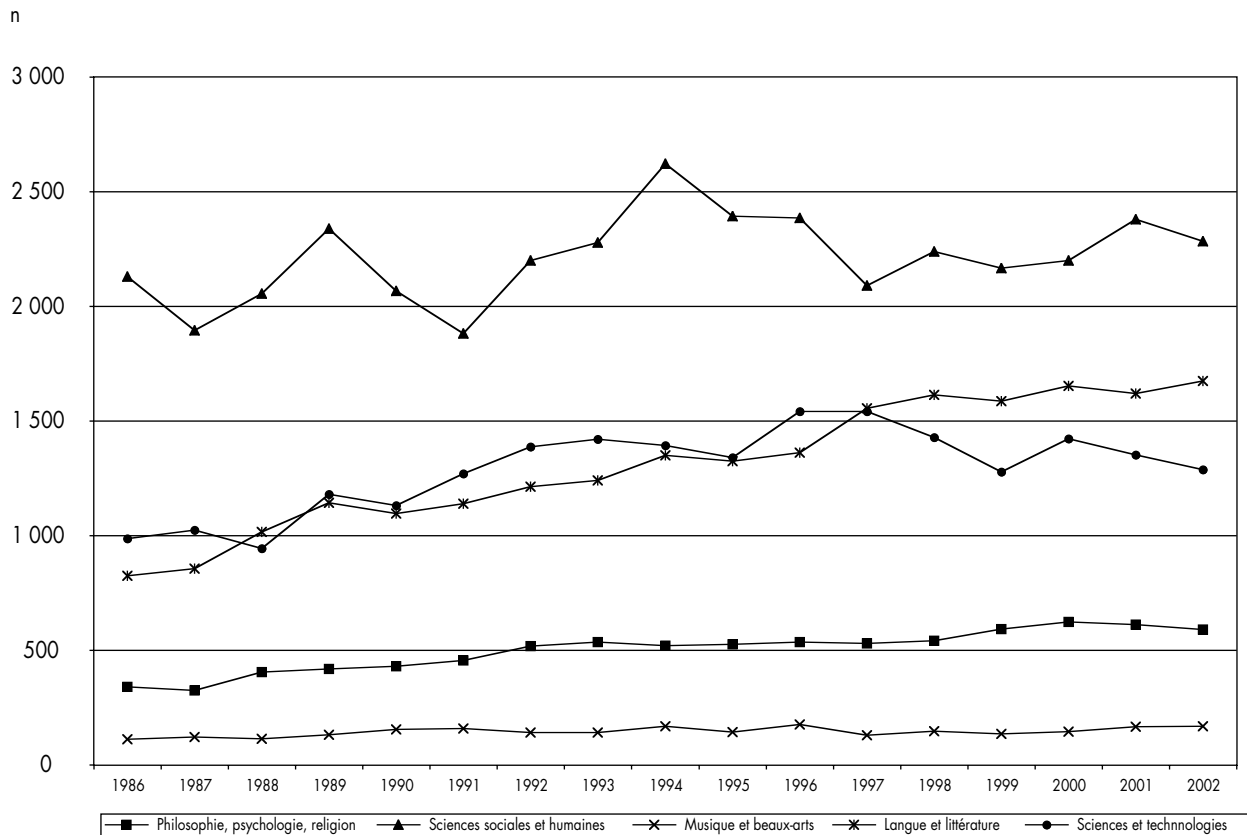
Tableau 6.4
Répartition des titres de livres selon les grandes catégories éditoriales, Québec, 1986 et 2002

	1986		2002	
	n	%	n	%
Philosophie, psychologie, religion	339	7,7	589	9,8
Sciences sociales et humaines	2 128	48,5	2 283	38,1
Musique et beaux-arts	112	2,6	167	2,8
Langue et littérature	824	18,8	1 674	27,9
Sciences et technologies	987	22,5	1 287	21,5
Total	4 390	100,0	6 000	100,0

Source : Bibliothèque nationale du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.4
Évolution du nombre de titres de livres selon les catégories éditoriales, Québec, 1986-2002



catégorie *Sciences sociales et humaines* comptait pour plus de 38,1 % et la catégorie *Langue et littérature*, 27,9 %. La part des autres grandes catégories n'a pour ainsi dire pas changé durant cette période. Le pourcentage de titres de *Philosophie, psychologie et religion* est passé de 8 % à 9 %, celui des titres *Musique et beaux-arts* est resté stable à 3 %, tandis que la part des titres de *Sciences et technologies* a légèrement baissé de 23 % à 22 %.

Afin de mieux caractériser et comparer la croissance de cha-

cune de ces catégories, nous avons ramené le nombre de titres sur la base d'un indice : 1986 = 100, ce qui permet d'analyser la croissance sans tenir compte des valeurs particulières de chaque catégorie. La figure 6.5 illustre ainsi la croissance supérieure du nombre de titres de la catégorie *Langue et littérature*, de même que l'évolution très lente de la production de livres de *Sciences sociales et humaines* depuis 1986, mis à part le boum du milieu des années 1990.

La comparaison des taux de croissance annuels moyens permet de

quantifier cet écart entre les rythmes de croissance. Comme le montre le tableau 6.5, le taux de croissance annuel moyen du nombre de titres dans l'ensemble de l'édition de 1986 à 2002 est de 2,0 %. Les grandes catégories ayant un taux de croissance supérieur à celui-ci sont *Philosophie, psychologie et religion* (3,5 %), *Musique et beaux-arts* (2,5 %) et *Langue et littérature* (4,5 %). À l'opposé, les catégories *Sciences sociales et humaines* et *Sciences et technologies* présentent des taux de croissance inférieurs à l'ensemble, soit 0,4 % et 1,7 % respectivement.

Figure 6.5
Évolution des indices du nombre de titres de livres selon les catégories éditoriales, Québec, 1986-2002

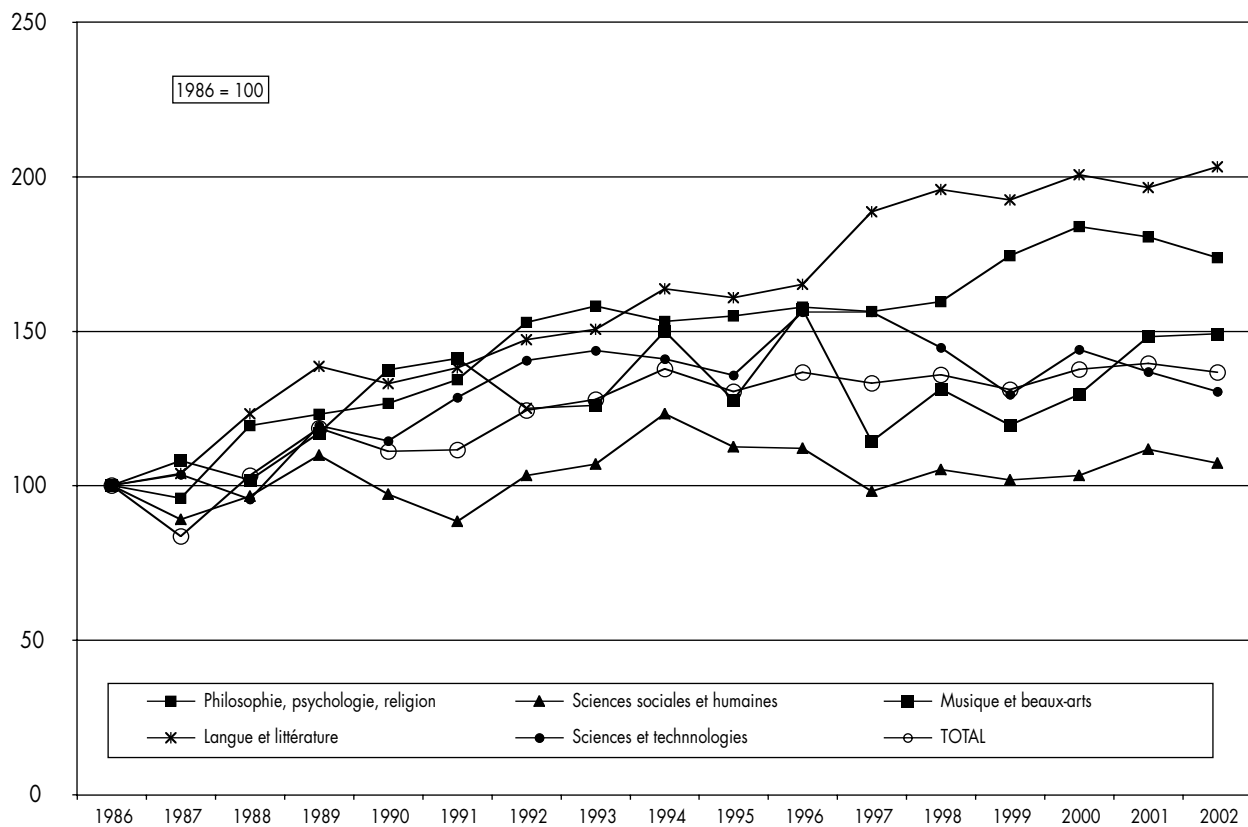


Tableau 6.5
Taux de croissance annuels moyens du nombre de titres de livres selon les grandes catégories éditoriales, Québec, 1986-2002

	1986-1994	1994-2002	1986-2002
	%		
Philosophie, psychologie, religion	5,5	1,6	3,5
Sciences sociales et humaines	2,6	-1,7	0,4
Musique et beaux-arts	5,2	-0,1	2,5
Langue et littérature	6,4	2,7	4,5
Sciences et technologies	4,4	-1,0	1,7
Ensemble	4,1	-0,1	2,0

Source : Bibliothèque nationale du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Cette faible croissance du nombre de titres dans les catégories d'ouvrages scientifiques (toutes sciences confondues), techniques ou artistiques est surtout attribuable à la diminution de l'activité éditoriale des gouvernements et des maisons d'enseignement. En effet, bien que la part des éditeurs commerciaux ait augmenté d'environ 12 points de pourcentage en ce qui a trait à l'ensemble de l'édition, leur part dans la catégorie *Sciences sociales et humaines* a grimpé de 22 points de pourcentage et de 14 points dans la catégorie *Sciences et technologies*. La répartition des titres de musique et de beaux-arts selon le type d'éditeurs s'est complètement inversée entre 1986 et 2002, l'édition commerciale accaparant 60,6 % des titres en 2002, contre 42,9 % en 1986 (tableau 6.6).

Comme on pouvait s'y attendre, les taux de croissance des grandes catégories éditoriales sont notablement plus élevés dans l'édition commerciale que chez

les autres éditeurs. Ce sont les livres de la catégorie *Langue et littérature* qui présentent le taux de croissance le plus élevé au cours de la période 1986-2002 (5,4 %) et de la période 1994-2002 (3,2 %). À l'inverse, la catégorie *Sciences et technologies* révèle la croissance la plus faible durant la période 1986-2002 (3,6 %) et même un taux négatif en 1994-2002 (-1,5 %). C'est

pourtant cette dernière catégorie qui présente le taux de croissance annuel moyen le plus élevé de 1986 à 1994, soit 8,9 % (tableau 6.7).

La croissance supérieure du nombre de titres de *Langue et littérature* édités de 1994 à 2002 nous incite à y regarder de plus près, c'est-à-dire à examiner quelles sont les sous-catégories

Tableau 6.6
Part de l'édition commerciale selon les grandes catégories éditoriales, Québec, 1986 et 2002

	1986		2002 ¹	
	n	%	n	%
Philosophie, psychologie, religion	277	81,7	538	91,3
Sciences sociales et humaines	692	32,5	1 240	54,3
Musique et beaux-arts	48	42,9	101	60,6
Langue et littérature	689	83,6	1 592	95,1
Sciences et technologies	394	39,9	694	53,9
Total	2 100	47,8	4 166	69,4

1. Données estimées.

Source : Bibliothèque nationale du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.7
Taux de croissance annuels moyens de l'édition commerciale selon les grandes catégories éditoriales, Québec, 1986-2002

	1986-1994	1994-2002	1986-2002
	%		
Philosophie, psychologie, religion	5,8	2,7	4,2
Sciences sociales et humaines	6,0	1,5	3,7
Musique et beaux-arts	8,2	1,5	4,8
Langue et littérature	7,6	3,2	5,4
Sciences et technologies	8,9	-1,5	3,6
Total	7,2	1,7	4,4

Source : Bibliothèque nationale du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

qui expliquent le mieux cette croissance. Le tableau 6.8 indique les taux de croissance des catégories littéraires par excellence que sont la poésie, le théâtre, le roman, les contes et les nouvelles, ainsi que la littérature jeunesse. Nous avons regroupé les autres sous-catégories (essais, langues et linguistique, littérature générale, spectacles et cinéma, autres).

Bien que le nombre de titres de littérature jeunesse présente le taux de croissance le plus élevé relativement à l'ensemble de la période (11,1 %), cette croissance se fait essentiellement entre les années 1986 et 2004. Depuis 1994, le rythme de développement est beaucoup plus faible, soit un taux de croissance de 0,9 %, tandis que, de 1986 à 1994, le taux de croissance annuel moyen était de 22,3 %. En fait, de 1994 à 2002, ce sont les romans qui ont connu le taux de croissance le plus élevé, soit 7,3 %. Mais ce qu'il y a de plus remarquable, c'est qu'il

s'agit de la seule sous-catégorie à afficher un taux de croissance supérieur durant cette période par rapport à la période 1986-1994. De plus, les taux de croissance des deux périodes sont très comparables, soit 6,6 % et 7,3 %.

Conclusion

L'édition québécoise de livres a connu une évolution rapide entre 1972 et 2002. Cette évolution se caractérise cependant par deux périodes bien distinctes : celle qui s'étend de 1986 à 1994, pendant laquelle la croissance est rapide, et la période 1994-2002, où l'ensemble de l'édition semble en stagnation. Ce sur-place est cependant attribuable en grande partie à la diminution de l'activité éditoriale des gouvernements et des maisons d'enseignement. De son côté, l'édition commerciale a repris la place qu'elle occupait au début des années 1970 en misant davantage sur les titres littéraires.

Ce retrait partiel des éditeurs non commerciaux s'est accompagné d'une baisse importante du nombre de titres édités dans les grandes catégories d'ouvrages à caractère scientifique ou technique à partir de 1994. Les grandes catégories *Langue et littérature* et *Philosophie, psychologie et religion* ont continué de montrer des taux de croissance intéressants, même durant la période 1994-2002.

L'édition québécoise de livres se compare tout à fait à l'édition française en ce qui a trait au nombre et à la diversité des titres quand on tient compte de la population. Toutefois, le nombre d'exemplaires par habitant produits par les éditeurs québécois est beaucoup plus bas que celui de leurs homologues français. Par conséquent, les économies d'échelle dans l'édition québécoise de livres sont peut-être trop faibles pour soutenir une offre aussi diversifiée, ce qui concorde avec les difficultés financières des éditeurs de littérature générale que nous avons décrites au chapitre 5.

Tableau 6.8

Taux de croissance annuels moyens du nombre de titres des catégories littéraires, édition commerciale, Québec, 1986-2002

	1986-1994	1994-2002	1986-2002
	%		
Poésie	6,2	3,5	4,8
Théâtre	3,0	2,4	2,7
Roman	6,6	7,3	6,9
Contes, nouvelles	2,6	1,7	2,1
Littérature jeunesse	22,3	0,9	11,1
Langue et littérature, autres	5,4	1,6	3,5
Total	7,6	3,2	5,4

Source : Bibliothèque nationale du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.